

MAI 2024

Revue Suisse

La revue des
Suisse-ses de l'étranger



Dayana Pfammatter, première yodleuse à avoir étudié son art à l'université

L'îlot de prospérité suisse a son revers:
le coût élevé de la vie accable nombre de ménages

Le football en Suisse: champion de l'intégration,
lambin dans la promotion des femmes



Schweizer Panoramagenuss

E-Paper Jahresabo
für nur **CHF 99.–**
statt CHF 149.–

Ihre Abo-Vorteile:

- Jeden Donnerstag als E-Paper
- Zugriff aufs Online-Archiv



So vielseitig wie die Schweiz.

Schweizer
Familie



Jede Woche abwechslungsreiche Unterhaltung mit neuen Ideen für Freizeit, Ferien und Ihr Zuhause, mit spannenden Reportagen, interessanten Menschen und Wissenswertem aus der Tier- und Pflanzenwelt.

QR-Code scannen für mehr
Infos und Abo-Bestellung.

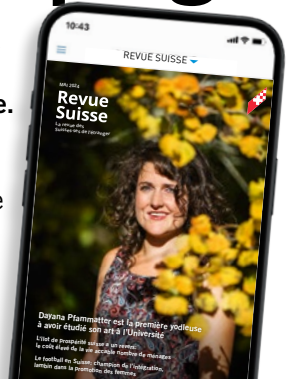
Les services consulaires
partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles

Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk DFDA

www.dfae.admin.ch Barcelona

Lisez sur la plage.

Profitez d'une version bien lisible de la «Revue Suisse», même en mode hors ligne, sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



Rejoignez-nous!

Programme
Intervenants
Inscription



100^e Congrès des Suisses de l'étranger du 11 au 13 juillet 2024 à Lucerne



Organisation des Suisses
de l'étranger (OSE)

Nos partenaires:



4 En profondeur

La Suisse est prospère, mais le coût de la vie accable nombre de ménages

8 Sélection / Nouvelles

La situation financière de l'armée est surtout riche en points d'interrogation

10 Culture

Diplômée en yodel, Dayana Pfammatter reste fidèle à la tradition

12 Société

La guerre de Gaza fait ressurgir l'antisémitisme en Suisse

14 Sport

Le football suisse: un moteur d'intégration?

**18 Politique**

Le oui du peuple à l'extension de l'AVS est un verdict historique

Actualités de votre région**22 Images**

«Riens»: une exposition qui parle du néant, mais révèle beaucoup de choses

24 Nouvelles du Palais fédéral

La Suisse a pour objectif de proposer toujours plus de services numériques

27 Infos de SwissCommunity

La BFH propose un outil d'e-voting à la «Cinquième Suisse»

Deux nouveaux timbres-poste sont consacrés à la «Cinquième Suisse»

31 Débat

Photo de couverture: la yodleuse Dayana Pfammatter.
Photo Alain Amherd

Inquiétudes sur l'îlot de prospérité



De plus en plus de familles suisses s'inquiètent de ne pas parvenir à joindre les deux bouts.

Aussi simple qu'elle paraisse, cette phrase a de quoi interpellé. Après tout, nous parlons là de familles qui vivent en Suisse, c'est-à-dire dans l'un des pays les plus riches du monde. Avons-nous donc affaire à des jérémiades de nantis? Les personnes inquiètes ont-elles perdu de vue ce que la détresse matérielle signifie ailleurs, hors de l'îlot de prospérité qu'est la Suisse?

Mais ces questions rhétoriques n'ont pas leur place ici, car nier les inquiétudes des inquiets ne leur rend pas leur sérénité. Il faut donc le répéter: malgré des salaires d'un niveau impressionnant et un bon taux d'emploi, de plus en plus de familles, y compris dans la classe moyenne, se demandent comment parvenir à joindre les deux bouts. Comment en est-on arrivé là?

On pourrait interpréter superficiellement le phénomène en disant que la Suisse est habituée à des standards très élevés dans de nombreux domaines. Par conséquent, les prix de nombreux biens et services atteignent eux aussi des niveaux impressionnants. Mais surtout, les Suisses n'ont souvent pas d'autre choix que de mettre la main au porte-monnaie. Les locataires en particulier le constatent: même si, face aux loyers astronomiques qui règnent en Suisse, ils veulent faire des économies en optant pour un appartement plus modeste, leur bonne volonté ne leur sert à rien. Car d'appartements modestes, en Suisse, on n'en construit même pas.

Il en va de même concernant la santé: les soins médicaux sont excellents, mais les Suisses les paient par des primes de caisse-maladie extrêmement onéreuses. Le loyer et l'assurance-maladie constituent les deux plus grands postes de dépenses des familles. Dans notre dossier «En profondeur» (p. 4 et suivantes), vous découvrirez toutes les causes des angoisses matérielles qui se répandent actuellement, y compris dans la classe moyenne.

Après ce sujet préoccupant, place à une note plus légère et apaisante avec Dayana Pfammatter. La yodleuse dont le portrait orne notre couverture est considérée comme une pionnière de la musique folklorique en Suisse. Elle est la première à avoir achevé un cursus de master avec pour branche principale le yodel à l'Université HSLU à Lucerne (p. 10). Et cette toute première yodleuse diplômée du pays détrompe ceux qui craignent que le folklore ne s'académise: le nouveau savoir de Dayana Pfammatter n'a rien changé à son amour des traditions et du terroir.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la «Cinquième Suisse», est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.



Peurs existentielles croissantes dans un pays riche

La Suisse est considérée comme un îlot de prospérité. Toutefois, dans ce pays qui est l'un des plus riches au monde, la vie est plus chère que jamais. Le niveau élevé des coûts, surtout ceux de la santé et du logement, pèse de plus en plus aussi sur la classe moyenne.

THEODORA PETER

Une existence dénuée de tout souci financier. C'est ainsi qu'on se figure souvent la vie en Suisse, pays riche s'il en est, le niveau de vie helvétique faisant partie des plus hauts d'Europe. Seuls le Luxembourg et la Norvège affichent un revenu disponible plus élevé encore.

Cependant, ce cliché de prospérité n'est vrai que pour 20 % des ménages, ceux qui possèdent un revenu mensuel brut de plus de 8508 francs pour une personne seule ou de plus de 17 867 francs pour une famille de quatre. Tous les autres ménages doivent se débrouiller avec moins, les 20 % aux revenus les plus faibles devant même se contenter de moins de 3970 francs pour une personne seule et de moins de 8338 francs pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Les chiffres les plus récents de l'Office fédéral

de la statistique se réfèrent à l'année 2021. Le revenu brut d'un ménage comprend toutes ses rentrées d'argent: salaires, pensions et autres apports financiers.

Près de 60 % de la population vivant en Suisse possède donc un revenu moyen. Mais même dans la classe moyenne, il existe des différences énormes entre les ménages. Selon les statistiques, tous ceux qui atteignent entre 70 et 150 % de ce qu'on appelle le «revenu brut équivalent médian» font partie de la classe moyenne. Exprimé en francs, cela signifie qu'un célibataire qui gagne 8500 francs par mois et une retraitée dont le budget atteint tout juste 4000 francs font tous deux partie du groupe à revenus moyens. Pour une famille de quatre personnes, cette fourchette se situe entre 8338 et 17 867 francs. Quels sont les postes de dépenses

d'une famille issue de la classe moyenne? L'exemple fictif de la famille Meier (cf. encadré, p. 6) nous le révèle.

Les familles peinent à joindre les deux bouts

Les familles avec des enfants, en particulier, sont soumises à une pression financière croissante. C'est ce que montre le Baromètre des familles 2024 de Pro Familia Suisse: lors du dernier sondage, 52 % des personnes interrogées ont indiqué que leur revenu leur suffisait à peine pour vivre ou était insuffisant. Un an auparavant, elles étaient 47 %. La plupart ne songent même pas à mettre de l'argent de côté pour les périodes difficiles ou pour la prévoyance vieillesse facultative du 3^e pilier: deux tiers des sondés déclarent ne pas pouvoir épargner d'argent, ou au maximum 500 francs

par mois. Pour quatre familles sur dix, le coût élevé de la vie est même une raison de renoncer à avoir d'autres enfants. Près de la moitié des personnes interrogées envisage une augmentation du taux de travail de l'un des parents ou des deux. Mais cela ne vaut la peine que si les enfants n'ont pas besoin d'une garde extérieure. Car les frais de garde de jour, élevés en comparaison internationale, engloutissent parfois immédiatement le gain supplémentaire réalisé.

L'explosion des primes des caisses-maladie, la hausse des loyers et des tarifs de l'énergie et l'augmentation globale du coût de la vie pèsent sur le budget de toute la population. Le Surveillant fédéral des prix, Stefan Meierhans, note lui aussi le mécontentement qui monte dans le pays: au cours des deux dernières années, son service a enregistré un nombre record de demandes de citoyens inquiets. En 2023, il a reçu 2775 requêtes, dont certaines émanant de personnes qui ne savent plus comment payer leurs factures. «La peur d'une précarisation générale a pris de l'ampleur», a observé Stefan Meierhans lors de sa conférence de presse annuelle au printemps.

La hausse des prix,
une nouvelle réalité

Le Surveillant des prix a pour mission de protéger la population contre des prix excessifs, surtout dans les

branches où ne règne aucune concurrence. L'an dernier, il est par exemple intervenu dans les tarifs des transports publics (TP), parvenant à faire en sorte que les titulaires d'un abonnement général (AG) de 2^e classe déboursent moins que ce que demandait la branche des TP. À l'avenir, au lieu de la somme rondelette de 4080 francs, l'AG ne coûtera «que» 3995 francs, soit 135 francs de plus qu'aujourd'hui. Dans l'ensemble, les prix des TP augmenteront tout de même d'environ 4 %. Et même «Monsieur Prix» ne peut rien faire contre les hausses de prix justifiables, par exemple lorsque le coût de l'électri-

Le Surveillant des prix constate lui aussi que la population souffre. De plus en plus de citoyens inquiets s'adressent à lui.



Cartoon: Max Spring

alité augmente ou que des investissements sont nécessaires: «Nous devons nous habituer à la nouvelle réalité de la hausse des prix.» Cette année, Stefan Meierhans entend veiller à ce que l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée ne soit pas répercutée de manière excessive sur les consommateurs. Pour ce faire, il organisera en milieu d'année un Sommet sur le pouvoir d'achat, auquel participeront aussi des acteurs de l'économie.

En ce qui concerne les coûts de la santé, le plus grand sujet de préoccupation des Suisses, le Surveillant des prix estime que des baisses de prix se-

La cherté des coûts de la santé est le plus grand sujet de préoccupation des Suisses. Depuis 20 ans, les primes des caisses-maladie ont plus que doublé.

raient possibles notamment pour les médicaments ou les tarifs des hôpitaux et des laboratoires. Néanmoins, les dépenses liées au secteur de la santé augmentent chaque année d'environ 3 %. Cela est dû au fait que la population vieillit et que tout le monde

va plus souvent chez le médecin. Par conséquent, les primes des caisses-maladie ont plus que doublé ces 20 dernières années. Une famille de quatre personnes débourse aujourd'hui jusqu'à 1250 francs par mois pour l'assurance de base.

L'assurance-maladie est également un sujet récurrent en politique. Les différents acteurs n'ont jusqu'ici pas réussi à se mettre d'accord sur des réformes pour faire baisser les coûts de la santé. Le Parlement place ses espoirs dans un nouveau modèle de financement qui crée davantage d'incitations pour les traitements ambulatoires sans hospitalisation coût-

Plongée dans le budget d'une famille de la classe moyenne

La famille Meier compte quatre personnes et vit dans une grande ville suisse. Les deux parents travaillent à temps partiel et réalisent ensemble un revenu net de 9000 francs par mois.

Le plus grand poste du budget du ménage est le logement: pour la location de leur appartement de quatre pièces, les Meier déboursent chaque mois 2200 francs, charges comprises. À cela s'ajoute la facture d'électricité et de gaz, qui s'élève à 150 francs. Les primes d'assurance-maladie et d'autres assurances se montent à 1300 francs. Pour les impôts, les Meier doivent mettre de côté environ 1000 francs par mois.

Les achats alimentaires et ménagers coûtent 1200 francs. La facture pour la connexion Internet, les téléphones mobiles et les taxes TV et radio s'élève à 250 francs. La famille Meier réserve environ 1000 francs par mois en moyenne pour les vêtements et chaussures, le coiffeur et les loisirs. Cette somme ne comprend pas les cours de musique de la fille (10 ans) et du fils (8 ans), qui reviennent à 250 francs par mois.

Les parents travaillent à 80 et 60 %. Trois jours par semaine, l'un d'entre eux



Cartoon: Max Spring

s'occupe à tour de rôle des tâches familiales et prépare à dîner aux enfants. Deux fois par semaine, ceux-ci fréquentent l'école à horaire continu, ce qui coûte 800 francs. Par le passé, quand les enfants n'alliaient pas encore à l'école, les parents payaient plus du

double pour leur garde dans une crèche. Les Meier n'ont pas de voiture. Les abonnements de transports publics, la location occasionnelle de véhicules en autopartage et les coûts liés à leurs vélos leur reviennent à 750 francs par mois.

La famille met de côté 600 francs pour des provisions et des imprévus. Il s'agit essentiellement de dépenses non couvertes par l'assurance de base de la caisse-maladie: outre la franchise et la quote-part, les rendez-vous chez l'opticien ou la dentiste peuvent rapidement coûter cher. Un appareil dentaire pour les enfants coûte plusieurs milliers de francs.

Cumulés, tous ces postes budgétaires engendrent des dépenses personnelles de 8500 francs par mois. Il reste donc à cette famille de la classe moyenne 500 francs pour les vacances et l'épargne vieillesse. Les familles aux revenus inférieurs ne disposent souvent pas de cette marge de manœuvre financière. (TP)

teuse. Parallèlement, les partis politiques propagent leurs propres recettes: le 9 juin, deux initiatives populaires seront soumises aux votations. Tandis que le parti du Centre souhaite mettre en place un frein aux coûts, le PS exige davantage de moyens publics pour les réductions de primes (pour en savoir plus à ce sujet, voir p. 7).

Les logements abordables sont rares

Le logement est un autre poste important du budget des ménages. Contrairement à ce qu'il se passe dans de nombreux pays, seule une minorité de personnes peuvent s'offrir un bien immobilier en Suisse: 58 % de la population vit en location. Or, sur un marché du logement asséché, il est de plus en plus difficile de trouver un logement abordable. Ces 15 dernières années, les prix moyens de l'offre ont augmenté de 20 %. Dans les grandes villes telles que Zurich et Genève, les petites annonces qui proposent des logements coûtant plus de 3000 francs par mois sont désormais monnaie courante. L'Association des locataires estime que cela est dû à la «soif de profits» de la branche immobilière. Jusqu'ici, les revendications de la gauche pour un contrôle des loyers par l'État ont échoué. Récemment, le Conseil fédéral s'est du moins montré prêt à examiner les règles de fixation des loyers.

Les frais d'alimentation sont moins ruineux. En 2021, le ménage suisse moyen a dépensé 6,8 % de ses revenus en nourriture. Dans de nombreux pays européens, cette dépense s'élève à près du double, atteignant même plus de 28 % en Roumanie. Néanmoins, en Suisse aussi, la population remarque que le prix des courses hebdomadaires au supermarché, d'une tasse de café au restaurant ou des timbres à la poste a augmenté. La hausse des prix est de plus en plus perceptible au quotidien et pèse sur le moral de la population. Ainsi, la certitude d'une prospérité prétendument stable en Suisse s'effrite aussi.

Deux initiatives populaires contre la cherté des coûts de la santé

Le 9 juin, le peuple suisse se prononcera sur deux initiatives populaires qui s'attaquent, de manière différente, au problème de la cherté des coûts de la santé: l'initiative d'allègement des primes du PS et l'initiative pour un frein aux coûts du Centre.

1. Plus de subsides de l'État pour les réductions de primes

L'initiative du PS, «Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance-maladie», exige un plafonnement des primes de sorte que les assurés ne doivent pas consacrer plus de 10 % de leur revenu disponible à leur assurance-maladie, le reste devant être financé par l'État. Le système de réduction des primes existe déjà dans les cantons, mais il est appliqué de façon très diverse, et jugé insuffisant par les initiants. Ceux-ci exigent que la classe moyenne profite elle aussi des réductions de primes, et pas seulement les personnes à bas revenus. Une famille de quatre personnes pourrait ainsi économiser plusieurs centaines de francs par mois.

Pour les partis bourgeois, cette revendication va trop loin. Ils avancent qu'une telle «politique du sparadrap» ne ferait que combattre les symptômes, et non les causes. Mais l'argument majeur des opposants est le coût qu'aurait une telle mesure: près de 4,2 milliards de francs par an. Néanmoins, le Parlement a décidé que les cantons devraient consacrer davantage d'argent aux réductions de primes, bien moins cependant que ce que les initiants demandent. Ce contre-projet indirect sera mis en œuvre si l'initiative est rejetée.

Liens vers les deux initiatives:
primes-abordables.ch

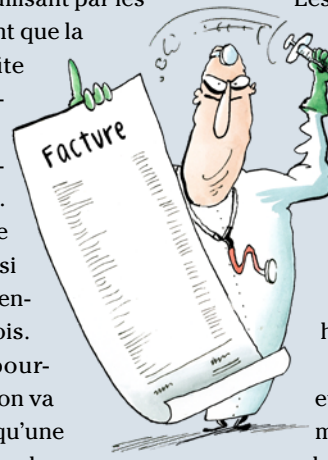
le-centre.ch/initiative-pour-un-frein-aux-couts

2. Économies forcées par un frein aux coûts

Le parti du Centre propose une autre recette avec l'initiative «Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé», qui exige que la Confédération et les cantons interviennent lorsque les coûts de la santé augmentent plus que les salaires. Le Centre espère ainsi accroître la pression pour faire baisser les coûts de l'assurance-maladie obligatoire.

Les initiants voient par exemple un potentiel d'économies dans le prix des médicaments, toujours élevé en comparaison internationale. Selon eux, il devrait aussi y avoir plus d'incitations pour les traitements ambulatoires, moins onéreux que les hospitalisations.

Les adversaires de l'initiative, et notamment les associations de médecins, mettent en garde contre les «effets secondaires nocifs» d'un tel frein aux coûts, affirmant que celui-ci pourrait déboucher, dans le pire des cas, sur de longues listes d'attente et une «médecine à deux vitesses». Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent eux aussi ce projet, trop rigide à leurs yeux, mais ont élaboré un contre-projet indirect, qui prévoit que le gouvernement fixe des objectifs de coûts et de qualité tous les quatre ans, en tenant compte de facteurs comme le vieillissement de la population et les progrès techniques de la médecine. Cela permettrait également de déterminer en toute transparence quels coûts sont justifiés médicalement.



Onur Boyman



Des mois après une infection au coronavirus, certains souffrent encore de séquelles: fatigue extrême, dyspnée, problèmes de mémoire. L'Office fédéral de la santé publique appelle cela l'«affection post-Covid-19», d'autres parlent de Covid long. Pourquoi une partie des personnes infectées ne se remettent-elles pas? C'est un mystère pour la médecine. La maladie comporte des symptômes divers, est difficile à diagnostiquer et à guérir. Ce qui est sûr, c'est que les personnes qui en souffrent manquent souvent longtemps le travail; l'assurance-invalidité suisse ayant recensé plus de 5000 cas à ce jour. «Pour les personnes concernées, c'est dramatique», souligne Onur Boyman, professeur en immunologie clinique à l'Université de Zurich. Le fait que leurs symptômes soient souvent considérés comme d'ordre psychique est un fardeau supplémentaire. L'équipe du professeur Boyman s'est récemment distinguée dans le monde entier en faisant une découverte sur le mécanisme de la maladie dans le cadre d'une étude parue dans le magazine «Science»: c'est une partie du système immunitaire humain, le «système du complément», qui est coresponsable du Covid long. «Chez les patients concernés, il ne revient plus à l'état de repos», explique l'immunologue. Ce système dysfonctionnel entraîne des dommages dont les chercheurs ont pu trouver des indices dans le sang. Cela signifie que le Covid long pourrait un jour être diagnostiqué au moyen d'un test sanguin. Selon Onur Boyman, cela pourrait aussi ouvrir la voie à de nouvelles thérapies ciblées. Mais il faudra encore du temps pour cela et davantage de recherches. Les scientifiques zurichois ont néanmoins déjà réussi à alléger la stigmatisation qui pèse sur les malades.

SUSANNE WENGER

Pour la CEDH, la Suisse viole les droits de l'homme par sa politique climatique

Le 9 avril 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg a rendu un arrêt qui pourrait avoir valeur de signal bien au-delà de la Suisse en matière de protection du climat: la Cour a estimé que la politique climatique du gouvernement suisse violait les droits de l'homme. L'action en justice a été intentée par un groupe de retraitées suisses (voir l'article de la «Revue Suisse» à ce sujet dans l'édition 6/2023), convaincues que l'État a un devoir préventif de protection et doit ainsi protéger le droit à la vie. Ce qu'il ne fait pas, ont-elles argué, avec sa politique climatique trop laxiste. La CEDH s'est rangée à leur avis. En ne mettant pas en œuvre les objectifs de réduction des émissions de CO₂ qu'elle s'est fixés, la Suisse en fait trop peu contre le danger existentiel qui découle du changement climatique. Ce verdict pourrait contraindre la Suisse à agir de manière plus énergique et plus rapide contre les émissions de gaz à effet de serre.

(MUL)

La Suisse et l'UE négocient un nouvel accord

Le 18 mars 2024, la Suisse et l'Union européenne (UE) ont repris les négociations relatives à un accord visant à régir leurs relations mutuelles. Ces pourparlers succèdent à une période d'incertitude prolongée: il y a trois ans, le Conseil fédéral avait rompu unilatéralement les négociations alors en cours sur un nouvel accord-cadre avec l'UE. Cet échec avait été suivi de longues discussions exploratoires dont les résultats forment à présent le socle des négociations effectives, qui devraient aboutir cette année encore. Le processus pourrait s'avérer ardu pour la Suisse. À l'aube des négociations, la présidente de la Confédération, Viola Amherd, a souligné que des solutions devaient encore être trouvées dans de nombreux domaines. Pour la Suisse, des relations bien réglées avec l'UE voisine sont d'une grande importance, non seulement pour la libre circulation des personnes et le trafic des marchandises, mais aussi pour la science et la recherche.

(MUL)

Au parc naturel du Gantrisch, la nuit récompensée

En mars, le parc naturel du Gantrisch, qui s'étend sur une partie des Préalpes bernoises et fribourgeoises, s'est vu décerner le label «Dark Sky Park» par Dark Sky International. Il s'agit de la première et seule région de Suisse possédant une obscurité nocturne attestée. La zone protégée englobe près de 100 km². Pour Nicole Dahinden, cheffe du projet, ce label montre bien «la valeur de l'obscurité nocturne». Désormais certifiée, la région est aussi un lieu de passage important pour les oiseaux migrateurs. La préservation de l'obscurité contribue directement à leur protection, comme à celle des batraciens, des insectes et de toutes les espèces nocturnes en général. La «Revue Suisse» avait déjà présenté le projet en 2019: [revue.link/nuit](https://www.revue.link/nuit)

(MUL)

Calculer et communiquer avec l'armée suisse

Oui ou non, l'armée a-t-elle assez d'argent? C'est la question sur laquelle la Suisse s'est creusé la tête durant les premières semaines de cette nouvelle année.

CHRISTOF FORSTER

Tout a commencé par un communiqué émanant de la direction de l'armée: du fait de la situation financière tendue, l'armée renonce à différents événements, dont un grand show aérien à Emmen. Cette annonce choc n'a pas manqué de faire mouche. Dès cet instant, le commandant de corps Thomas Süssli s'est employé à livrer des explications aux politiciens et aux médias effarouchés. Pendant des jours, on s'est creusé la tête pour savoir ce que le département de la défense et l'armée entendaient par l'expression «manque de liquidités». La conseillère fédérale responsable, Viola Amherd, a longtemps gardé le silence avant d'intervenir. Depuis, les choses se sont tassées, mais il reste au moins un constat: dans le domaine de la communication, la direction de l'armée n'a pas encore atteint son plein potentiel.

Ce n'est pas par hasard si Thomas Süssli a annulé un show aérien et d'autres événements publics. Ceux-ci n'auraient certes coûté que des cacahuètes par rapport aux nouveaux avions de combat, mais ils sont appréciés par la population. Le chef de l'armée a ainsi reçu l'attention qu'il souhaitait. Il a justifié cette annulation notamment par la «situation en matière de liquidités». Mais qu'entendait-il par là? Les caisses de l'armée seraient-elles bientôt vides?

Un trou d'un milliard?

Hasard ou pas: quelques jours plus tard, la radio SRF faisait état d'un document interne de l'état-major de l'armée, selon lequel il manquerait plus d'un milliard de francs à l'armée en 2024 et 2025 pour régler les factures des nouveaux biens d'armement déjà commandés. Dans le document cité par SRF, il est explicitement question d'un «manque de liquidités». Un manque dont l'armée est partiellement responsable, puisqu'elle s'est écartée de son propre plan de financement.

Les planificateurs de l'armée savaient déjà, il y a plusieurs années, que l'acquisition de nouveaux avions de combat et le renforcement de la défense aérienne seraient un exploit dans le cadre financier existant. Raison pour laquelle il fut décidé que l'armée ne commanderait pas d'armements, ou seulement en petit nombre, pendant plusieurs années, de manière à libérer des fonds. Or, l'armée n'a pas suivi ce plan: dès 2020, elle a demandé au Conseil fédéral et au Parlement de valider des achats d'armes plus importants que prévu. Depuis lors, la Grande Muette a vécu au-dessus de ses moyens.

En 2022, une solution inattendue s'est esquissée pour résoudre les problèmes financiers de l'armée. Après l'invasion russe en Ukraine, le Parlement a rapidement voulu



«Lost in translation»? Urs Loher, chef de l'armement, Thomas Süssli, chef de l'armée, et Viola Amherd, présidente de la Confédération et ministre de l'armée, s'expliquent à Berne. Photo: Keystone

accroître les dépenses liées à la défense. L'objectif était de porter le budget militaire à 1 % du PIB jusqu'en 2030 en faisant passer les dépenses de 5,3 à 9,5 milliards de francs. Le département des finances a tiré la sonnette d'alarme, en vain. S'appuyant sur les décisions du Parlement, l'armée a commencé à planifier ses achats d'armement.

La pédale de frein

Cependant, un an plus tard, au vu de la situation des caisses fédérales, l'ensemble du Conseil fédéral appuyait déjà sur la pédale de frein: il exigeait que le budget militaire atteigne 1 % du PIB non pas jusqu'en 2030, mais jusqu'en 2035. Le Parlement acceptait cette hausse ralentie. Ce report de cinq ans, s'il n'a l'air de rien sur le papier, a cependant des conséquences de taille: l'armée dispose désormais de nettement moins de moyens pour acheter des armements jusqu'en 2035 (environ 5,3 milliards de francs). Et se retrouve ainsi incapable de payer ses commandes. C'est là-dessus que la direction de l'armée a souhaité attirer l'attention.

Une terminologie déroutante

En raison d'une communication malhabile et d'une terminologie déroutante («manque de liquidités»), le grand public a toutefois eu l'impression que l'armée serait bientôt à court d'argent liquide. Ce n'est pas le cas, a assuré quelques semaines plus tard Viola Amherd dans une interview accordée à la «Neue Zürcher Zeitung». Motif de la méprise: la compréhension interne de «manque de liquidités» et l'usage que l'on fait généralement de cette expression ne correspondent pas. Pour l'armée, elle ne signifie pas qu'on n'est plus capable de payer ses factures.

À court terme, les responsables financiers de l'armée résoudront le problème en reportant régulièrement des projets, et donc des paiements. Ce qui ne dissipe pas le malaise de fond: les souhaits de l'armée et ses moyens financiers ne sont pas en adéquation.

La première yodleuse diplômée veut transmettre la tradition

La Valaisanne Dayana Pfammatter Gurten est la première yodleuse ayant obtenu un master dans son art en Suisse. Selon elle, l'enseignement du yodel dans une haute école ne l'académise pas pour autant – contrairement à ce que certains craignaient. Ce qui importe à la chanteuse, c'est de transmettre la tradition.

SUSANNE WENGER

Dayana Pfammatter Gurten vient du village de montagne de Mund, au-dessus de Brigue, et elle incarne un nouveau chapitre de la musique folklorique suisse. Âgée de 31 ans, elle est depuis peu titulaire d'un master en musique, avec pour branche principale le yodel. Elle est la première à avoir achevé le cursus lancé en 2018 par la Haute école de Lucerne. «Nombreux sont ceux qui pensent que j'y yodlais toute la journée», dit-elle. Or, la matière des cours qu'elle a suivis pendant cinq ans et demi dans cette école spécialisée de Suisse centrale

est très vaste: elle couvre le travail de la voix et du corps, mais aussi la rythmique, la théorie et l'histoire de la musique.

La yodleuse a joué dans un groupe folklorique avec d'autres étudiants en musique ayant différentes orientations et a appris la composition et l'arrangement. «Ainsi, j'ai pu engranger un tas de connaissances», note-t-elle. Pour ce qui est du yodel, Dayana Pfammatter s'y est frottée dès l'enfance, car on yodlait au sein de sa famille. Elle a aussi appris très tôt à jouer du schwyzerörgeli, cet accordéon typique de la musique folklorique suisse.

Reliée à la tradition dans le yodel, reliée à la nature dans ses loisirs: Dayana Pfammatter avec l'un de ses moutons au nez noir. Photo Alain Amherd

Après l'école, la Valaisanne a fait un apprentissage d'assistante en pharmacie, mais elle est toujours restée fidèle au yodel.

Vivre du yodel

Elle a suivi des formations de l'Association fédérale de yodel (AFY) et a repris, à seulement 23 ans, les rênes du club de yodel Safran, dans son village de Mund. C'est lors d'une formation continue qu'elle a appris l'existence du nouveau cursus de la Haute école de Lucerne, permettant de choisir le yodel comme branche princi-





pale: une première en Suisse. Dayana Pfammatter a présenté sa candidature et a été retenue. «Pour moi, c'était l'occasion d'obtenir un diplôme en pédagogie de la musique», relate-t-elle.

Et de fait, depuis l'obtention de son master début 2024, toute sa vie professionnelle est axée sur le yodel. Elle enseigne le chant dans une école de musique et le yodel pour son propre compte. Elle donne également des concerts. Pour l'instant, elle a mis de côté son plan de sécurité, qui consistait à garder un pied en pharmacie. Il faut dire qu'elle est submergée par les demandes de cours de yodel. «C'est beau de pouvoir transmettre ses connaissances à 100 %», souligne-telle.

Une évolution scrutée de près

Le yodel, qui était jadis un moyen de communiquer d'une montagne à l'autre, n'a pas été inventé en Suisse. Mais ce chant alpin sonore, qui comporte souvent plusieurs voix et se caractérise par des changements brusques entre la voix de poitrine et la voix de tête, est pratiqué en Suisse avec passion depuis le XIXe siècle. Portée par des chœurs locaux et des associations, la scène du yodel est extrêmement vivante. Tous les trois ans, des chœurs s'affrontent lors de la Fête

fédérale des yodleurs, un événement dont la dernière édition a attiré 10 000 musiciens et plus de 200 000 visiteurs.

Le yodel fait partie du patrimoine culturel suisse, et de l'identité de certaines parties de la population. Par conséquent, son évolution entre tradition, ouverture et culture populaire, est scrutée de très près. Ainsi, dans le milieu de la musique folklorique traditionnelle, certains ont émis des doutes quand, il y a six ans, le yodel est devenu une branche académique. Ce n'est pas un chant artistique, ont-ils avancé, mais une coutume qui présente des particularités régionales et se transmet en chantant.

Conservation du patrimoine

Si ces doutes subsistent, du moins on ne les exprime plus devant Dayana Pfammatter. Cela est lié à sa personne. La Valaisanne est bien implantée dans le monde du yodel suisse. Avec sa sœur, elle a donné par le passé des concerts «dans les bastions du yodel», comme elle le souligne. L'AFY l'engage régulièrement pour donner des cours et comme jurée dans les fêtes de yodel. Dès l'automne, elle sera responsable de la formation des chefs de chorale dans deux associations régionales.

«Les gens me connaissent, dit-elle. Ils savent que je ne plie pas.» Durant ses études, Dayana Pfammatter a étudié la musique folklorique expérimentale contemporaine, tout en approfondissant les mélodies traditionnelles du yodel: «Nous avons écouté de vieux enregistrements grésillants et avons transcrit ces chants afin qu'ils ne disparaissent pas.» Conserver la tradition et la transmettre dans le cadre de ses cours lui tient à cœur, et elle porte une attention particulière à la relève. Forte de ce qu'elle a appris en éducation musicale précoce à la Haute école, elle enseigne aussi le yodel aux écoliers.

Le boom des cours de yodel en Suisse

Dayana Pfammatter a une prédilection pour le yodel naturel, la forme la plus ancienne de cet art: des vocalises pures, sans paroles. «Le yodel naturel résonne dans mon âme», dit-elle. Il la touche profondément et lui donne souvent des frissons. Elle n'est pas la seule à éprouver cela. Tandis qu'après la Seconde Guerre mondiale, en Suisse, les populations progressistes et urbaines ont longtemps considéré le yodel comme un art trop patriotique et poussiéreux, il jouit à nouveau d'une immense popularité depuis quelques années. Les cours de yodel sont pris d'assaut, y compris dans les villes. Dayana Pfammatter ne s'en étonne guère: «À notre époque stressée et agitée, nombreux sont ceux qui aspirent à retrouver leurs racines et à se retrouver eux-mêmes.»

Certains méditent ou font du yoga, d'autres yodlent, dit-elle: «Le yodel est quelque chose de très naturel, d'archaïque. Il aide les gens à s'ancrer.» À côté de ses cours et de sa pratique quotidienne, Dayana Pfammatter dirige toujours le club de yodel de Mund, qui aura l'honneur d'accueillir l'an prochain la rencontre cantonale de yodel. Elle doit donc préparer et organiser plein de choses. De plus, elle continue à se produire dans de petits groupes. Son récital de master, qu'elle a donné au début de l'année à Bettmeralp accompagnée par deux musiciennes de Suisse orientale, a eu tant de succès que les trois femmes envisagent un nouveau projet. Et puis, Dayana Pfammatter a encore une autre passion: le mouton au nez noir du Valais. «Grâce à mes animaux, je suis très liée à la nature et à mon pays», dit-elle.

Link:
klangwaerch.ch

La guerre au Moyen-Orient réveille un antisémitisme latent en Suisse

En Suisse, l'antisémitisme s'exprime en général à bas bruit. Mais les attaques du 7 octobre 2023 et la guerre à Gaza ont «libéré» des paroles de haine, avec passages à l'acte. Dont une attaque au couteau. Les Juifs expriment un sentiment de peur.

STÉPHANE HERZOG

Depuis les évènements choquants du 7 octobre, puis le déclenchement de la guerre à Gaza, les actes et paroles dirigés contre des Juifs en Suisse ont connu une hausse sensible. Les deux faitières romande et alémanique des associations juives de Suisse ont recensé plus de 2000 cas en 2023, dont des agressions, injures, menaces et publications haineuses sur Internet. En Suisse romande, la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) pointe une augmentation de 68% de ces actes par rapport à 2022. Entre octobre et la fin de l'année, la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) a déploré six agressions physiques contre des Juifs, contre une seule en 2022. «Se présenter en public en tant

Des réactions par vagues

L'intensité des actes antisémites en Suisse depuis 2023 est-elle sans précédent? L'historien Marc Perrenoud estime que l'on manque de recul. Les tensions antisémites arrivent par vagues. Le pays a été lent à accorder l'égalité des droits aux Juifs (en 1874). En 1893, la première initiative populaire en Suisse, qui a provoqué l'interdiction de l'abattage rituel, était de nature antisémite, rappelle-t-il. Dans l'entre-deux guerres, la Suisse s'est sentie menacée par le «judéo-bolchévisme». Entre 1939 et 1945, l'antisémitisme a formé l'une des composantes de la politique migratoire. «Les autorités affirmaient lutter contre l'enjuivement de la Suisse, alors que les personnes juives n'ont jamais représenté plus de 1 % de la population en Suisse», résume cet historien. Lors de la guerre de Six-Jours, en 1967, la balance penchera du côté d'Israël. «Les Suisses pouvaient s'identifier à cette petite démocratie attaquées par ses voisins», analyse Marc Perrenoud. En 1995, éclate l'affaire des fonds en déshérence. Une réaction au peu d'empressement des banques suisses à restituer des comptes bancaires à des victimes du nazisme. À ce moment, «les Suisses se sentent attaqués dans leur identité profonde, et certaines de leurs réactions immédiates provoquent une recrudescence indéniable de l'antisémitisme», écrit l'historienne Brigitte Sion. Depuis, juge-t-elle, «l'antisémitisme s'exprime dans toutes les couches de la population (...) et il ose sortir de sa confidentialité pour s'exprimer dans l'arène politique, les médias et dans d'autres forums publics.» (SH)

que juif s'accompagne souvent d'inquiétude, de retenue, voire de peur», a regretté cette faitière. Elle appelle l'État à s'engager davantage «dans la surveillance de l'antisémitisme et du racisme». De son côté, la CICAD demande à ce que des représentants de la société civile interviennent régulièrement dans les écoles pour parler du rejet de l'autre. Cette association juge ce type d'action plus utile que les mesures de sécurité autour des synagogues.

La CICAD rapporte que dans certaines écoles, le terme «juif» est parfois utilisé comme une insulte. Ainsi, cet incident dans une salle de gym genevoise où un élève a sprayé un garçon avec son déodorant en menaçant de le «gazer comme tous les Juifs», rapporte Johanne Gurfinkiel de la CICAD. Aux paroles succèdent les gestes. Des vitraux de la synagogue de La Chaux-de-Fonds ont été cassés à l'aide de gros blocs de neige glacés. À Davos, le refus de la part du propriétaire d'un restaurant de louer du matériel de sport à des Juifs a causé un scandale au-delà des frontières. Le samedi 2 mars à Zurich, un jeune Suisse d'origine tunisienne a blessé grièvement un juif orthodoxe avec une arme blanche. Dans une vidéo, postée avant cette attaque, cet adolescent de 15 ans a fait allégeance à l'État islamique, appelant «au combat mondial contre les juifs». Il a lié son geste avec la situation au Proche-Orient.

Tag agressif à Genève

Dans un ouvrage récent sur l'histoire des Juifs en Suisse romande*, l'historienne Brigitte Sion note que l'antisémitisme a toujours existé en Suisse, mais rarement sous une forme violente. «Il s'agit plutôt d'un ronflement sourd qui reste en arrière-fond et qui se manifeste par des propos oraux, des discriminations à l'embauche ou à l'avancement, des moqueries ou des caricatures, des écrits anonymes». Dès le 7 octobre, la parole contre les Juifs s'est exprimée. «Merci au Hamas», a-t-on pu lire sur un mur de l'Université de Genève. «L'antisémitisme n'a pas besoin de Juifs pour exister. Il fonctionne comme une explication du monde», a commenté la sociologue Illana Weizman lors d'un débat qui a eu lieu à Genève en février. Cette militante a réalisé un podcast nommé «Qui a peur des Juifs?». Il laisse entendre toute la gamme des expressions antisémites. En lien avec le Covid-19 par exemple, où confinement et vaccination obligatoire sont comparés à la persécution des Juifs. «Ce qui m'inquiète, c'est la méconnaissance de l'histoire des Juifs et de la Shoah», se désole l'historien Marc Perrenoud.



L'antisémitisme se réveille à l'occasion de crises. À Lausanne, l'éditrice et militante de gauche E.G. (nom connu de la rédaction) fait part de son amertume: «Ma fille s'est mariée et je suis très contente qu'elle ait changé de nom.» Elle-même se sent blessée par les discours antisémites sur les réseaux sociaux: «Il y avait très peu d'empathie pour les victimes du 7 octobre.»

«L'antisémitisme c'est une série de petites blessures», raconte à Genève Félix, un spécialiste des affaires sociales qui a découvert un matin de novembre un tag antisémite à l'entrée de son immeuble. Une croix gammée était accolée à l'étoile de David. Le jour même, Félix publiait un appel sur son compte Facebook. «Si vous avez fait ça, venez en parler avec moi, je vous accueillerai en toute humanité», indiquait ce post, dont l'auteur est le seul juif de son immeuble. «J'ai eu peur pour ma fille de 15 ans qui vit avec moi», raconte Félix, dont la fille n'est pas juive. «On me renvoie à mon identité, alors que je ne fais partie d'aucune communauté», raconte ce Genevois, dont les premiers sou-

venirs de paroles antisémites remontent à l'école. Les services de la municipalité sont intervenus rapidement pour effacer le graffiti.

Le nouveau rabbin de la Communauté juive libérale de Genève, Nathan Alfred, compare l'antisémitisme, comme le racisme et le sexisme, à une maladie. «La misogynie n'est pas le fait des femmes. La victime n'est pas le problème. C'est à toute la société de les régler», dit-il. Les fidèles lui font part de leurs inquiétudes. Peut-on poser une mezouzah – cet objet de culte juif – sur sa porte? Lui-même a décidé de la placer à l'intérieur de sa maison. «Six mois auparavant, je l'aurais mise à l'extérieur», dit-il.

À Zurich, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour exprimer leur solidarité avec la victime juive de l'attaque au couteau du 2 mars. La manifestation a été organisée par le groupe «Gemeinsam Einsam», qui encourage le dialogue entre les personnes de confession musulmane et juive.

Photo Keystone

* «Albert, Esther, Liebmann, Ruth et les autres – Présences juives en Suisse romande». Francine Brunshwig, Marc Perrenoud, Laurence Leitenberg, Jacques Ehrenfreund, Éditions Livreo-Alphil, 2023.

Le grand jeu d'un petit pays

En juin, l'équipe nationale suisse de football participera une fois de plus à un événement majeur. Et écrira ainsi un nouveau chapitre de l'histoire du succès de l'intégration. Éclipsant un autre fait: l'échec de la promotion des femmes.



Granit Xhaka



Xherdan Shaqiri



Murat Yakin



Breel Embolo



Milaim Rama

BENJAMIN STEFFEN*

Un match international ordinaire de l'équipe suisse de football: des restaurants bondés où l'on parle le suisse allemand, le français ou l'italien, des voitures aux plaques suisses, des supporters arborant des drapeaux suisses ou le maillot rouge de l'équipe nationale masculine suisse de football.

Un match international ordinaire de l'équipe suisse de football qui se joue à Pristina, la capitale du Kosovo, en septembre 2023.

Granit Xhaka et Xherdan Shaqiri, les footballeurs suisses les plus marquants de la dernière décennie, ont en effet des racines kosovares. «Xhaka, le Kosovo t'adore», proclame un panneau brandi par un enfant. Xhaka lui-même dit qu'il se sent chez lui à Pristina. C'est de là que sont partis autrefois ses parents, «pour nous offrir, à mon frère et à moi, une vie meilleure».

Le frère de Granit s'appelle Taulant et il a joué pour l'équipe nationale d'Albanie. En 2016, les deux frères se sont affrontés au Championnat d'Europe de football, lors d'un match international ordinaire de l'équipe suisse.

Il y a aussi Breel Embolo, par exemple, bâlois comme les frères Xhaka, mais né au Cameroun. Lors de la Coupe du monde de football de 2022, il a joué contre son pays d'origine. C'est même lui qui a marqué le but de la victoire. «Breel est comme un petit frère pour moi», a déclaré l'entraîneur de l'équipe adverse lors d'un match international ordinaire de l'équipe suisse.

Le football réunit les pays et les gens: c'est un moteur d'intégration un peu partout dans le monde, et en Suisse depuis plus longtemps qu'ailleurs encore.



Severino Minelli

Tout a commencé avec un joueur comme Severino Minelli, né en 1909. Son père était arrivé en Suisse avec la première vague de l'immigration italienne au tournant du siècle. En 1930, Minelli a fait ses débuts dans l'équipe nationale: il a joué 80 matchs internationaux et a été un temps le joueur le plus capé en sélection nationale. Aujourd'hui, c'est Xhaka qui détient ce record. Adoré en Suisse, adoré au Kosovo.

Le premier footballeur d'origine kosovare de l'équipe nationale suisse, Milaim Rama, a fait ses débuts en 2003, plus tôt que dans d'autres pays.

Le premier footballeur d'origine turque de l'équipe nationale suisse, Kubilay Türkyilmaz, a fait ses débuts en 1988, plus de dix ans plus tôt que Mustafa Dogan en Allemagne.

À Türkyilmaz ont succédé les frères Yakin, Hakan et Murat, ce dernier étant aujourd'hui entraîneur de la Nati. Murat, né en 1974 à Bâle, a dû attendre près de 20 ans avant d'obtenir la nationalité suisse. On a longtemps dit et écrit que le conseiller fédéral Adolf Ogi, grand amateur de sport, avait favorisé sa naturalisation, qu'il



considérerait comme une affaire «d'un intérêt national prépondérant». Mais si l'anecdote sonne vraie, la rumeur est fautive. En réalité, Adolf Ogi s'est contenté de déclarer un jour au nom du Conseil fédéral qu'«exceptionnellement, des demandes de naturalisation [pouvaient] faire l'objet d'une procédure accélérée», surtout en présence «d'un intérêt public prépondérant». Ce ne fut cependant pas le cas de la naturalisation de Yakin.

On surestime parfois la puissance football comme moteur d'intégration. Membre de l'équipe nationale ou non, Türkyilmaz s'est tout de même fait traiter de «sale Turc». Ce qui l'a poussé à quitter momentanément la sélection, bien que la question de son origine ait sans doute rarement posé problème au sein de l'équipe elle-même. «Sur le terrain, tout le monde a le même objectif, et peu importe que tu sois un *segundo* ou non», a répondu Hakan Yakin en 2016 à la «NZZ am Sonntag», qui lui demandait si un débat avait lieu au sein de l'équipe lorsqu'un joueur – comme Stephan Lichtsteiner l'a fait un jour – évoquait «les vrais Suisses et les autres». Hakan Yakin: «Au sein de la Nati, on se concentre sur le prochain match. Ou pensez-

vous que les joueurs vont s'asseoir autour d'une table et avoir une grande discussion à ce sujet?» Tout est pour le mieux, donc.

De Minelli à Xhaka en passant par Türkyilmaz: tous ces joueurs montrent à quel point l'équipe nationale reflète les changements politiques, les flux migratoires, les guerres, et la manière dont le football suisse en tire parti.

La dernière vague migratoire à avoir eu une influence durable est celle venue d'Europe de l'Est, après la guerre des Balkans dans les années 90. L'équipe nationale suisse participe régulièrement à des championnats du monde et d'Europe. Ces 20 dernières années, elle n'a manqué qu'un seul tournoi, l'Euro 2012. Elle participera à l'Euro 2024 dès la mi-juin en Allemagne et, depuis 2014, elle a toujours passé la phase de qualification – pour la Coupe du monde en 2014, 2018 et 2022 et pour l'Euro en 2016 et 2020 –, contrairement à l'Espagne, l'Allemagne, l'Angleterre, le Portugal, la Belgique ou la Croatie.

Les petits Suisses comptent dans le football. À bien des égards. Granit Xhaka joue au Bayer Leverkusen, une

équipe de pointe de la Bundesliga allemande; Yann Sommer à l'Inter Milan, une grande équipe de la Serie A italienne; Manuel Akanji à Manchester City, une autre grande équipe de la Premier League anglaise, qui a remporté la Ligue des champions en 2023.

L'inverse est aussi vrai: le football compte dans ce petit pays qu'est la Suisse. Ces dernières années, il a fait l'objet d'un engouement croissant, de nombreux clubs de foot possèdent des listes d'attente pour leurs équipes juniors et, tous les week-ends ou presque, des matchs se jouent sur chaque terrain de football du pays, attirant jeunes et vieux d'ici ou d'ailleurs.

Ainsi, l'histoire du foot comme moteur d'intégration est l'astre lumineux qui éclipe le reste. En août 2022, l'Association suisse de football (ASF) recensait 300 000 licenciés de 179 nationalités; la part des joueurs possédant un passeport étranger, en plus du suisse pour certains, atteignait 34 %. L'ASF publiait alors une étude détaillée sur «l'intégration sociale dans les clubs de football suisses». Malgré tous les efforts et les progrès, l'étude constatait aussi que les personnes is-



Ramona Bachmann



Lia Wälti



Riola Xhemaili



Fabia

Noah Okafor

Alisha Lehmann

Svenja Fr

Céderic Zesiger

Remo Freuler

sues d'un contexte migratoire «sont nettement plus souvent victimes de discrimination au sein des clubs» que les autres: «un immigré sur dix en fait état».

Ce qui reste également dans l'ombre, et qui fait aussi en quelque sorte l'objet d'une discrimination, c'est le football féminin. La Suisse a bien du mal avec l'égalité des sexes dans le football. Mais du moins en est-elle consciente. Avant la Coupe du monde féminine de football de l'été 2023, l'ASF publiait une vidéo montrant une famille attablée. La fillette demande à son père s'il suivra l'événement. Le paternel répond: «Il n'y a pas de Coupe du monde cet été.» La gamine insiste, alors son père bougonne: «Ah... la sélection féminine. On la connaît?»

Eh bien oui.

Ramona Bachmann a évolué jusqu'à récemment au Paris Saint-Germain, une équipe de pointe de la Division 1 féminine française, et elle est depuis peu au Houston Dash (USA) dans la National Women's Soccer League; Lia Wälti à l'Arsenal, une équipe de pointe de la FA Women's Super

League anglaise; Riola Xhemaili au VfL Wolfsburg, une équipe de pointe de la Bundesliga allemande.

Cependant, il en va là comme autrefois pour Murat Yakin: le football féminin ne fait l'objet d'aucune procédure accélérée en Suisse. Y a-t-il trop peu d'intérêt de la part du public? La Women's Super League est loin du professionnalisme. D'après les initiés, il n'y a aucune trace d'égalité des chances entre les filles et les garçons de la relève en ce qui concerne la qualité des entraîneurs ou l'accès à des filières sport et études.

Lorsque les femmes se sont battues pour monter des équipes féminines juniors, il est arrivé que des hommes leur demandent quand elles comptaient enfin arrêter cela. Et, dans nombre de clubs, les hommes reçoivent encore et toujours les meilleurs horaires d'entraînement, des maillots plus neufs et des terrains plus centraux pour leurs matchs de championnat. Les entraîneuses restent peu nombreuses, car il y avait aussi bien moins de footballeuses il y a 20 ans; et il existe encore peu de formations pour les entraîneuses, bien que les femmes aient à plusieurs re-

prises fait remarquer qu'il n'est pas toujours agréable d'être la seule femme à participer à ces cours.

Tout est pour le mieux?

Le modèle d'intégration suisse peine à suivre les autres pays européens en matière de promotion du football féminin. À l'été 2025, la Suisse accueillera toutefois l'Euro féminin: l'idée est d'en faire une célébration, avec des matchs se jouant à guichets fermés, des restaurants bondés où l'on parlera le suisse allemand, le français, l'italien ou encore l'albanais, des supporters arborant des drapeaux suisses ou le maillot rouge de l'équipe nationale féminine suisse, etc. L'été 2025 montrera si le moteur d'intégration du football suisse est assez puissant pour mieux intégrer aussi les femmes.

*L'auteur est le journaliste qui a suivi l'équipe nationale masculine suisse de 2004 à 2024.

Photos pages 14 à 16: Alamy, Players Forumfree, Schweizerischer Fussballverband/football.ch



Suisse.

en train, car et bateau.

Tout un pays
en un seul billet.

Chemin de fer de la Wengernalp à Lauterbrunnen, Oberland bernois

Avec le **Swiss Travel Pass**, sillonnez la Suisse en empruntant le réseau de trains, cars et bateaux à votre guise et profitez de l'entrée gratuite dans de nombreux musées ainsi que de réductions sur les chemins de fer de montagne. [MySwitzerland.com/swisstravelsystem](https://www.myswitzerland.com/swisstravelsystem)

La leçon donnée par le peuple

Les Suisses veulent des rentes de vieillesse plus élevées. Les votants l'ont clairement exprimé dans les urnes le 3 mars 2024. Ce «oui» à l'initiative des syndicats pour une 13^e rente AVS est un verdict historique.

THEODORA PETER

Pour la première fois dans l'histoire, le peuple a approuvé une initiative de gauche pour étendre l'État-providence. Plus de 58 % des votants et 15 cantons sur 23 (voir carte) ont répondu «oui» à l'initiative populaire «Mieux vivre à la retraite», qui exigeait une rente mensuelle supplémentaire de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS). Les initiants et leurs alliés du PS et des Verts ont exulté: c'est un «moment historique» a déclaré Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale.

Il y a dix ans encore, une initiative similaire, qui demandait une hausse des rentes de 10 %, échouait dans les urnes. Mais entre-temps, le vent a tourné. Le système de la prévoyance vieillesse, qui englobe aussi les caisses de pension privées, est de moins en moins à même d'assurer le niveau de vie après la retraite. En outre, la hausse des dépenses liées à l'assurance-maladie, au loyer et à l'électricité pèse sur le budget des retraités. D'après les initiants, la perte de pouvoir d'achat cumulée équivaut exactement à une rente AVS mensuelle supplémentaire. Celle-ci correspond à une augmentation de 8,3 % des rentes.

Après le scrutin, l'ambiance était morose dans le camp de la droite. Les partis bourgeois ont terriblement sous-estimé la force explosive de cette initiative de politique sociale. L'UDC, en particulier, d'ordinaire proche du peuple, a été lâchée par son propre électorat. Même l'argument des cercles économiques selon lequel l'extension de l'AVS

coûterait trop cher et entraînerait une augmentation des taxes et des impôts, n'a pas fonctionné cette fois.

La Cinquième Suisse dans le viseur

Avec 65 % de «oui», les Suisses de l'étranger ont accepté l'initiative plus nettement encore que la moyenne suisse. Durant la campagne, les adversaires de l'initiative ont du reste clairement ciblé la Cinquième Suisse et les travailleurs étrangers qui rentrent dans leur pays après leur retraite. L'UDC a critiqué les «rentes de luxe» dont profiteraient les retraités à l'étranger grâce au franc fort et au coût de la vie plus bas. Ce reproche a provoqué l'indignation de nombreux Suisses de l'étranger, ayant justement fait le choix de s'établir ailleurs à leur retraite à cause d'un budget serré. «En Suisse, nos rentes ne nous permettraient pas de vivre»: telle est la substance de nombreux courriers reçus par la «Revue Suisse». Si les personnes concernées n'avaient pas émigré, elles pourraient éventuellement demander des prestations complémentaires en Suisse, ce qui coûterait finalement plus cher à l'État.

Introduction en 2026

La rente supplémentaire telle qu'exigée par l'initiative sera versée à partir de 2026, a assuré le Conseil fédéral après la votation. Comment cette hausse sera-t-elle financée à

long terme? La question n'était pas encore résolue à la clôture de la rédaction. Des déductions salariales plus élevées ou une nouvelle hausse de la taxe sur la valeur ajoutée sont envisageables. Le Centre a en outre émis l'idée d'une taxe sur les transactions financières. D'après les calculs de la Confédération, la 13^e rente AVS coûtera entre 4 et 5 milliards de francs par an. À titre de comparaison: aujourd'hui, l'AVS dépense chaque année quelque 50 milliards pour les rentes.

Non à la hausse de l'âge de la retraite

Pour l'instant, il n'est pas question de reporter l'âge de la retraite. L'initiative des Jeunes libéraux-radicaux «Pour une prévoyance vieillesse sûre

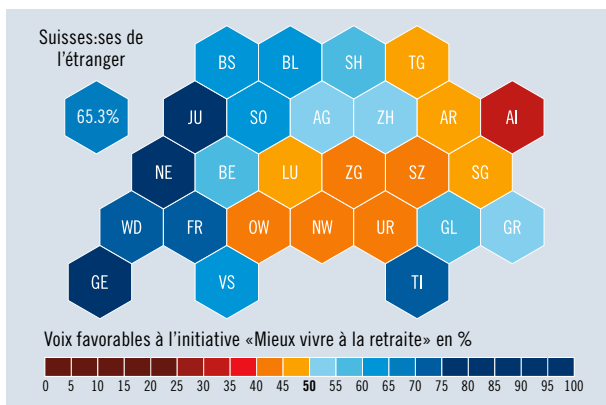


Le visage du triomphe de la gauche: le politicien socialiste Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse.
Photo Kestone



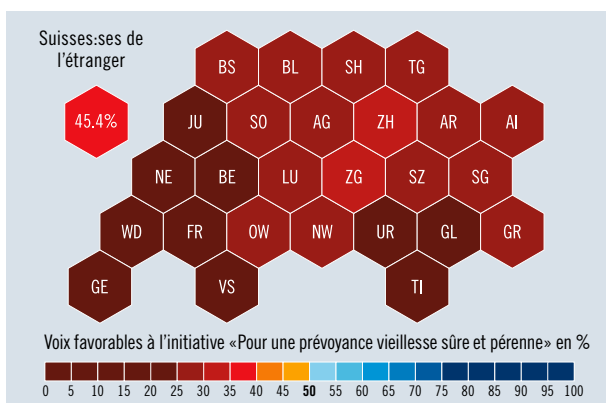
et pérenne» a été rejetée à près de 75 % des voix lors de la votation du 3 mars. Les initiants voulaient reporter l'âge de la retraite à 66 ans au lieu de 65 pour les femmes et les hommes, puis le coupler avec l'espérance de vie moyenne. Le peuple n'a rien voulu savoir de ce projet.

13^e rente AVS



L'initiative a été acceptée à une majorité de 58,3 % des voix. Les Suisses de l'étranger ont même été 65,3 % à dire «oui». Et 15 cantons sur 23 se sont déclarés favorables à une 13^e rente AVS. C'est en Suisse romande que l'approbation a été la plus forte. Les cantons de Suisse centrale et orientale ont dit non.

Élévation de l'âge de la retraite



Seule une petite minorité de 25,2 % a voté «oui». Chez les Suisses de l'étranger, le soutien a été un peu plus important, atteignant 34,2 %. Aucun canton n'a accepté l'initiative «Pour une prévoyance vieillesse sûre et pérenne».

Aperçu des votations du 9 juin 2024

Initiative d'allègement des primes

L'initiative du PS Suisse «Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance-maladie» prévoit d'étendre les réductions de primes financées par l'État. Ce plafonnement des primes a principalement pour objectif de soulager les familles et de préserver le pouvoir d'achat. Les opposants avancent que cela coûterait trop cher à la Confédération. Le Parlement s'est prononcé en faveur d'une extension modérée des réductions de primes dans les cantons. Plus d'informations à ce sujet aux pages 4 à 7.

Initiative pour un frein aux coûts

Le parti du Centre souhaite réduire les primes d'assurance-maladie au moyen d'une initiative pour un frein aux coûts dans le secteur de la santé, qui obligerait les pouvoirs politiques à intervenir lorsque les coûts de la santé augmentent trop fortement par rapport aux salaires. Les opposants craignent une réduction des prestations. Au lieu d'un mécanisme fixe de frein aux coûts, le Parlement propose que le Conseil fédéral fixe des objectifs de coûts et de qualité tous les quatre ans. Plus d'informations à ce sujet aux pages 4 à 7.

Initiative contre la «vaccination obligatoire»

Avec l'initiative «Pour la liberté et l'intégrité physique», les détracteurs des mesures prises pendant la pandémie de coronavirus entendent inscrire l'interdiction d'une «obligation vaccinale» dans la Constitution. Pour leurs adversaires, cette initiative va trop loin. Aujourd'hui déjà, nul ne peut être vacciné contre sa volonté. En cas d'épidémie, le vaccin peut être imposé aux groupes particulièrement exposés ou vulnérables. Les personnes qui renoncent tout de même à se faire vacciner peuvent être exclues de certaines activités, par exemple à l'hôpital.

Loi sur un approvisionnement en électricité reposant sur des énergies renouvelables

La Suisse doit produire rapidement davantage d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables telles que l'eau, le soleil et le vent. La Fondation Franz Weber a lancé un référendum contre la loi adoptée par le Parlement. Pour ces opposants, la construction d'installations solaires ou d'éoliennes menace la protection du paysage et de la nature. Le projet est soutenu par la plupart des partis politiques, mais aussi par de grandes organisations environnementales comme le WWF ou Greenpeace.

Une histoire d'enfance émouvante et une fresque romanesque éblouissante

À 98 ans, Suzanne Derieux est l'une des grandes plumes de la littérature suisse romande.



Suzanne Derieux
(*1926)

CHARLES LINSMAYER

«Est-ce que tu mourras en même temps que papa?», demande Jeanne, sept ans, à sa mère, la plongeant dans le même embarras que les autres adultes qu'elle irrite par ses questions impertinentes. Cette fillette protestante ose même critiquer la religion, demandant ainsi des explications à l'aumônier catholique au sujet des nombreuses images qui ornent son église. Et lorsque sa grand-mère meurt, cela lui semble tout à fait naturel: «Elle était âgée, malade, veuve.» Mais quand «Michou», comme elle appelle sa jeune mère, attrape une septicémie, la question enfantine de jadis se dote brusquement d'un sens tragique, et le décès de sa mère jettera une ombre indélébile sur son enfance jusque-là protégée, joyeuse et insouciant. La dernière phrase du roman délivre également un sage constat sur la mort: «Quand personne ne nous attend, on arrive toujours trop tôt.»

Profond et léger à la fois

Traité avec légèreté malgré son sujet grave, essentiellement composé de dialogues, «L'enfant et la mort» est, en 1968, le troisième roman qui paraît sous le pseudonyme de Suzanne Derieux. La première fois que ce nom apparaît, c'est en 1961, sur la couverture du roman «Corinne», l'histoire d'une enseignante qui tombe amoureuse d'un élève. Le roman «San Domenico», en 1964, a quant à lui presque une allure de thriller: il relate l'histoire d'une jeune femme qui tombe sous le charme d'un espion italien. Derrière le pseudonyme de Derieux se cache en réalité Suzanne Piguet-Cuendet, née le 26 avril 1926 à Yverdon dans la famille d'un médecin, épouse d'un juriste et mère de trois fils. Aujourd'hui âgée de 98 ans, elle vit dans sa maison de Cully, au bord du lac

Léman, et écrit toujours malgré sa profonde cécité.

«Arbre de vie»: histoire d'une famille et d'une époque

Jusqu'en 2019, date à laquelle paraît le quatrième tome intitulé «S'il plaît à Dieu», l'écrivaine a travaillé là à sa grande œuvre littéraire, une fresque romanesque historico-biographique

«“Pourquoi, pourquoi, c'est trop injuste, une si jeune femme”, se lamentent tante Ida et cousine Odile. Jeanne sait pourquoi. Michou avait un signe au front. Les gens ne le voient pas. Gérard dit que la guerre va empirer au Vietnam et que les jaunes envahiront l'Europe. Dieu reprend à lui ceux qu'il veut préserver du cataclysme final. Désormais le cheval noir peut sortir de la mer.»

(Suzanne Derieux: «L'Enfant et la Mort», Plaisir de lire, 1988)

comptant 1756 pages (le premier tome, «Un arbre de vie», est paru en 1995, le deuxième, «Exils», en 1997 et le troisième, «La Tourmente», en 2001). Au cœur de ce cycle mémorable se trouve une ancêtre de l'autrice, Elisabeth Antoinette, fille de la maison Gonzenbach de Hauptwil, en Thurgovie, où Hölderlin a autrefois été précepteur.

Cette série de romans, qui reflète toute une époque de son histoire familiale, commence en 1763 à Hauptwil avec le décès de la mère d'Elisabeth. Celle-ci laisse derrière elle un mari et trois filles, dont Elisabeth, justement, surnommée «Elsette», qui fera la connaissance des grands esprits de l'époque, de Pestalozzi à Lavater en passant par Albrecht von Haller et Voltaire. En 1968 déjà, Suzanne Derieux avait raconté la vie de sa grand-mère en littérature dans «Les sept vies de Louise Croisier née Moraz».

Au service des rebelles et des égarés

À côté de ces romans qui entremêlent la petite et la grande histoire, l'écrivaine, personnellement très engagée, s'est régulièrement penchée sur des questions sociales. Par exemple dans «Pour dormir sans rêves» (1980), un plaidoyer vibrant pour une prise en charge plus adéquate des jeunes délinquants, qui tire son authenticité du fait qu'en 1968, le fils aîné de Suzanne Derieux avait été emprisonné parce qu'il appartenait aux «Blousons dorés», un groupe de jeunes rebelles. Dans «L'Homme n'est jamais seul» (1983) aussi, la poétesse profondément croyante, qui a étudié la théologie auprès de Karl Barth à Bâle après une expérience d'éveil spirituel, s'est tournée vers les égarés et les marginaux, les faisant sortir de leur isolement par la rencontre avec des personnes pleines de compréhension.

BIBLIOGRAPHIE: «L'Enfant et la Mort» est disponible dans la collection «L'Aire bleue» aux Éditions de l'Aire à Vevey (2012).

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

Vieillir, c'est se redéfinir



PASQUALINA PERRIG-CHIELLO:
«Own your Age. Stark und selbstbestimmt in der zweiten Lebenshälfte», Beltz Verlag, 2024, 285 pages, 32,50 francs

Les préjugés négatifs liés à la vieillesse sont très répandus dans notre société obsédée par la jeunesse et la performance, mais ils reposent essentiellement sur l'ignorance et des peurs diffuses: voici ce que démontre Pasqualina Perrig-Chiello, psychologue du développement, dans son nouveau livre. La professeure émérite de l'Université de Berne explique que vieillir implique de perdre certaines choses, oui, mais aussi d'en gagner d'autres. Et donne l'occasion d'un développement personnel. Au cours de l'histoire, aucune génération n'a bénéficié d'autant de possibilités qu'aujourd'hui pour façonner sa vieillesse, souligne l'autrice. Cela est dû à l'allongement de l'espérance de vie, à l'augmentation du nombre d'années passées en bonne santé et à l'accroissement des libertés individuelles. De façon intéressante, Pasqualina Perrig-Chiello éclaire les trois grands pas-

sages que chacun franchit à partir du milieu de la vie. Le passage à la deuxième moitié de la vie, à environ 40 ans. La transition vers le troisième âge, au moment de la retraite, que la loi fixe à 65 ans en Suisse. Et puis le passage à la vieillesse, à environ 80 ans. «Ce sont des phases d'inquiétude, de recherche de repères et de vulnérabilité accrue, dans lesquels on se défait de sa vieille identité sans avoir trouvé la nouvelle encore», écrit l'experte. Des questions se posent: comment faire quand mon corps vieillit? Que sont devenus mes grands rêves? Qui suis-je sans mon métier? Comment gérer le fait d'avoir besoin d'aide? Et, enfin: quel est le regard que je porte sur ma vie?

Le titre de l'ouvrage de Pasqualina Perrig-Chiello, «Own your Age», est déjà un encouragement à oser définir les changements qui interviendront de toute façon. La psychologue propose pour ce faire des stratégies très concrètes pour chaque passage de l'existence. Elle s'appuie sur des résultats scientifiques auxquels elle a contribué au fil des années. Disséminés ça et là, des exemples de cas montrent comment des femmes et des hommes ont trouvé leur voie – pour leur propre bien, mais aussi souvent pour le bien des autres.

Pasqualina Perrig-Chiello propose de nombreux points de repère, qui placent le développement personnel dans le contexte sociétal. Son ouvrage est profond, mais se lit facilement. Il s'oppose aux assignations péjoratives qui émanent du discours public. Par exemple lorsque le changement démographique n'est abordé que sous l'angle de la crise, ou qu'on lâche un «OK boomer» méprisant. D'après l'autrice, la recherche prouve qu'intérioriser les préjugés négatifs liés à la vieillesse cause du tort à la santé. Autrement dit: se libérer des stéréotypes ne peut que faire du bien. SUSANNE WENGER

Un génie du son pour les espaces wellness



BORIS BLANK:
«Resonance»
(Universal, 2024)

L'annonce de la sortie du troisième album solo de Boris Blank n'était pas très prometteuse. Le génie du son de Yello, considéré pendant des dizaines d'années comme l'un des principaux pionniers de la musique électronique, allait composer de la musique pour les espaces wellness? Des sons que les haut-parleurs allaient susurrer, mêlés aux chants d'oiseaux exotiques, dans la vapeur à 60° aux senteurs d'eucalyptus douceâtres des saunas mixtes?

Oui, c'est exactement ce que Boris Blank prévoyait de faire. Son nouvel album «Resonance» compterait douze morceaux et répondrait à une commande des bains thermaux zurichois Fortyseven. Un projet qu'il a réalisé sans barguigner. Au lieu de se conformer aux rythmes des percussions typiques de Yello et de ses sons synthétiques reconnaissables entre mille, il s'est aventuré sur le terrain de l'ambient éthéré. Selon le communiqué de la maison de disques, les «sons méditatifs» de ces douze morceaux étaient voués à assurer «bien-être et relaxation». Misère! D'après Boris Blank lui-même, l'album lui a été inspiré par «son goût pour les grands espaces comme les halles d'usine, les garages souterrains ou les montagnes et pour la résonance acoustique que ces lieux engendrent». Déjà mieux!

Et le résultat? «Resonance» est effectivement beaucoup plus ambient et planant que ce à quoi Boris Blank et Yello nous avaient habitués. De sons pulsants et de beats rapides il n'y a presque pas trace, sauf dans le morceau «Vertigo Heroes», qui ouvre l'album. Celui qui lui donne son nom, quant à lui, séduit par une certaine touche rétro, tout en contenant hélas aussi des mélodies kitsch au piano. Des morceaux comme «Ninive», «Najade», «Mirage» et «Time Bridges» font durer leur clapotis sur de longues minutes, sombrant presque dans le gloubi-boulga ésotérique. Des nappes sonores infinies font émerger des images mentales de nuages blancs et de ciels bleus, de vols en altitude. Mais ils déploient totalement l'effet méditatif souhaité. Parfaits lorsqu'on patauge dans l'eau thermale.

Et les voilà enfin, sur «North of Eden», les oiseaux des tropiques et le clapotis du ruisseau, ces sons que l'on peut entendre même sans Boris Blank dans tous les espaces wellness dignes de ce nom. Au point d'en être écoeuré. Ou du moins d'avoir envie de sortir du bain et de remettre sur la platine le bon vieux «Bostich» de Yello, une fois rhabillé et bien réveillé dans son salon. MARKO LEHTINEN

NIGHTS NOTHING RIENS



«Riens»: une expo née du néant

Dans l'exposition «Riens», le Musée de la communication de Berne met le néant en lumière. Et révèle beaucoup de choses.

«Circulez, il n'y a rien à voir», est-il affiché dans l'escalier qui mène à la petite salle où l'équipe de Kurt Stadelmann, commissaire au Musée de la communication, a monté l'exposition «Riens». L'ironie subtile de ce panneau initial imprègne toute l'installation. Qui n'évolue pas dans des sphères philosophiques, mais reste bien en phase avec la réalité. Avec Kurt Tucholsky, pour être précis. Un jour, l'écrivain allemand a noté qu'un trou – la quintessence du rien – ne peut être un trou que parce qu'il est entouré de quelque chose qui s'en distingue.

Si l'on applique ceci à un aliment culte en Suisse, cela signifie que les trous de l'Emmentaler n'existent que parce qu'ils sont entourés de fromage.

L'innovant musée bernois a mis en œuvre ce principe de manière conséquente. On lit par exemple: «Rien que des promesses vides» à côté d'une action de 500 francs de l'ancien Credit Suisse, désormais sans valeur. «Beaucoup de blabla pour pas grand-chose: rien n'en est ressorti» accompagne un navire de papier créé pendant une réunion désespérante. Et un anneau de mariage est flanqué de la sentence: «Rien ne dure toujours».

Une carte du monde fascinante montre la localisation du point Nemo, qui est le point le plus éloigné de toute terre émergée. Il est situé au cœur du Pacifique, au milieu du néant.

En visitant l'exposition, on peut porter à son oreille un gobelet acoustique qui pend du plafond. Une voix chaleureuse explique qu'il n'existe dans l'univers aucun lieu où il n'y a absolument rien. Pas même dans un vacuum. Rien n'est jamais rien.

Cela signifie peut-être qu'il y a toujours quelque chose là où on veut bien le voir. La joie, l'espoir, un souvenir, une idée peut-être. Les visiteurs de «Riens» peuvent emporter cette réflexion à la maison. Ce qui est déjà beaucoup.

JÜRIG STEINER

Musée de la communication, Berne: «Riens». Jusqu'au 21 juillet 2024. L'exposition est liée au jeu en ligne «The Void», auquel on peut jouer partout. Site web: mfk.ch/rien

Cyberadministration: des contacts numériques facilités avec l'administration

Les administrations suisses proposent de plus en plus de prestations numériques. Cela rend service à la population suisse, et en particulier aux Suisses de l'étranger. Depuis 2024, la Confédération, les cantons, les villes et les communes ont une stratégie commune, «Administration numérique suisse 2024-2027», dans laquelle ils définissent la marche à suivre pour faire avancer la transformation numérique des administrations publiques dans un contexte fédéral.



Photo iStock

Peppino Giarritta, chargé de mission de la Confédération et des cantons auprès de l'Administration numérique suisse (ANS), présente les avancées dont les utilisateurs peuvent se réjouir.

La stratégie prévoit que les administrations publiques fournissent des prestations administratives intégralement numériques dans un système global fonctionnant en réseau. Tous les utilisateurs doivent pouvoir bénéficier d'une interaction numérique efficace, transparente et sûre avec l'administration publique. Quelle est votre vision?

Ma vision est que la population profite d'offres intégralement numériques.

Peppino Giarritta

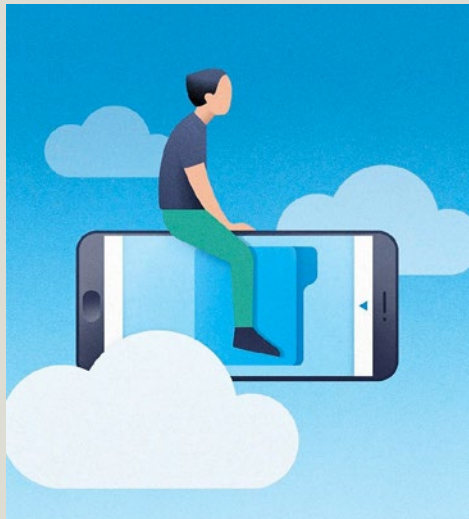
Ma vision est que la population profite d'offres intégralement numériques. Cela signifie que les utilisateurs de services administratifs n'ont plus à se soucier de savoir à quel échelon de l'État ils ont affaire – Confédération, canton ou commune. Les prestations administratives sont adaptées à leur situation de vie et à leurs besoins. Ainsi, l'administration leur simplifie les choses. Elle est accessible partout et ses offres sont faciles à trouver. L'utilisateur ne doit pas avoir à se préoccuper de qui est responsable de quoi. En même temps, la transparence est indispensable: il faut que l'on sache qui agit

et où en est le processus. Cela favorise la confiance.

L'ANS a été créée pour renforcer la collaboration entre la Confédération, les cantons et les communes. Quels progrès a-t-elle accomplis au cours de ses deux premières années d'existence?

Depuis le 11 janvier 2024, un premier service issu d'un projet de l'ANS est disponible: le service d'authentification des autorités suisses AGOV. Il est piloté par les cantons de Zurich et d'Appenzell Rhodes-Extérieures et sera bientôt proposé dans d'autres cantons. Il s'agit d'un service d'authentification unique pour toute la Suisse permettant d'accéder à diverses prestations administratives. Son but est de simplifier la vie des utilisateurs.

L'ANS a reçu une source de financement supplémentaire afin de développer d'autres prestations administratives et structures fondamentales: la Confédération et les cantons se sont mis d'accord pour promouvoir ensemble des infrastructures numériques urgemment nécessaires et des services de base pour la période allant de 2024 à 2027. Un projet clé de l'agenda de l'ANS est par exemple l'e-ID étatique et le développement de l'infrastructure de confiance qu'elle nécessite. Un autre projet vise à rendre le vote électronique possible: en 2023, la phase d'essai a repris avec succès dans plusieurs cantons.



Lorsque l'échange de données fonctionne bien, les Suisses de l'étranger en profitent aussi. Illustration ANS



Le programme de l'ANS vise à accélérer la mise en place d'infrastructures urgemment nécessaires et de services de base ainsi qu'à faire avancer de manière substantielle le développement de l'administration numérique en Suisse. Illustration ANS

Une avancée particulière que je tiens à souligner est la stratégie Administration numérique suisse 2024–2027, qui a été élaborée en commun et adoptée à la fin de 2024 par le Conseil fédéral, les cantons, l'Association des communes suisses et l'Union des villes suisses. Elle est entrée en vigueur le 1er janvier 2024 et sert de boussole aux administrations publiques de tous les échelons fédéraux pour faire avancer le développement de l'administration numérique de manière coordonnée et ciblée.

Quels progrès doivent être réalisés au cours de ces quatre prochaines années dans les services administratifs numériques en Suisse?

Il s'agit d'introduire l'e-ID. Ensuite, les portails des autorités doivent devenir interopérables. Cela signifie qu'ils seront reliés entre eux et facilement accessibles. Une identité électronique permettra à l'avenir d'y accéder de manière sécurisée. Les utilisateurs doivent également pouvoir trouver plus aisément les services en ligne dont ils ont besoin, sans avoir à effectuer de longues recherches. À côté de cela, nous effectuons aussi un travail fondamental dans la gestion des données, pour une utilisation sûre des données créant une plus-value à tous les niveaux de l'État. La culture des administra-

tions doit changer et changera, de manière à créer un réseau accessible, proche des gens et axé sur les besoins des utilisateurs.

Quelles conditions doivent être remplies pour faciliter le contact des Suisses de l'étranger avec les autorités?

De manière générale, notons que lorsque l'échange de données et la collaboration fédérale fonctionnent bien en Suisse, nos citoyens de l'étranger en profitent aussi. Cet échange et cette collaboration sont des conditions importantes pour des prestations administratives intégralement numériques. Nous avons besoin d'interfaces avec les services consulaires afin que l'offre en ligne puisse se développer là aussi. Habitants – consulat – commune: ces processus peuvent ainsi être simplifiés; les questions administratives doivent pouvoir être réglées facilement en ligne, y compris à l'étranger.



Photo DVS

Dr Peppino Giarritta est chargé de mission de la Confédération et des cantons auprès de l'Administration numérique suisse (ANS). Titulaire d'un doctorat en physique et d'un diplôme d'ingénieur en économie, il coordonne la transformation numérique entre les différents échelons fédéraux. L'organisation ANS existe depuis 2022. Elle vise à assurer le pilotage stratégique et la coordination des activités de numérisation menées par la Confédération, les cantons et les communes.

La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger



swissintouch.ch



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 31 janvier 2024, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 9 juin 2024.

- Initiative populaire du 23 janvier 2020 «Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes)»
- Initiative populaire du 10 mars 2020 «Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé (initiative pour un frein aux coûts)»
- Initiative populaire du 16 décembre 2021 «Pour la liberté et l'intégrité physique»
- Loi fédérale du 29 septembre 2023 relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (modification de la loi sur l'énergie et de la loi sur l'approvisionnement en électricité)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

Les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour des mesures de régulation efficaces contre une propagation incontrôlée du loup, du lynx, de l'ours et des rapaces de toutes sortes» (30 juillet 2025)
- Initiative populaire fédérale «Contre la destruction de nos forêts par des éoliennes (initiative pour la protection des forêts)» (30 juillet 2025)
- Initiative populaire fédérale «Pour la protection de la démocratie directe par rapport aux parcs éoliens (initiative pour la protection des communes)» (30 juillet 2025)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Impressum

La «Revue Suisse», le magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 49^e année six fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, avec un tirage total de 431 000 exemplaires, dont 253 000 électroniques.

Les nouvelles régionales de la «Revue Suisse» paraissent quatre fois par an.

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

Tous les personnes enregistrées auprès d'une représentation suisse reçoivent le magazine gratuitement. Les personnes non inscrites auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.–/étranger, CHF 50.–).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION ÉDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL)
Stéphane Herzog (SH)
Theodora Peter (TP)
Susanne Wenger (SWE)
Paolo Bezzola (PB, représentant DFAE)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES
DU DFAE
La responsabilité éditoriale de la rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est assumée par la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdp@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE). Adresse postale de l'édition, de la rédaction et du sponsoring: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 /KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION
26 mars 2024

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat. La rédaction n'a pas accès à vos données administratives.



Élections au «Parlement» de la Cinquième Suisse: comment l'Australie a révolutionné le processus électoral

En 2023, le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) a mis en place un groupe de travail chargé d'élaborer des directives pour des élections numériques démocratiques. L'objectif est d'améliorer la représentativité du CSE. Le groupe de travail s'appuie notamment sur des expériences issues de pays dans lesquels des élections directes ont déjà été organisées. Par exemple l'Australie, où l'élection du CSE s'est faite en ligne en 2017, dans le cadre d'un projet pilote.

L'Australie compte la troisième plus grande communauté de Suisses de l'étranger hors d'Europe. Elle possède quatre sièges au CSE. Avant 2017, la nomination et l'élection des délégués était essentiellement une affaire interne, tranchée par des comités ou les présidents de quelques associations suisses.

Les élections de 2017 ont révolutionné ce processus à trois égards. Premièrement, l'appel à candidature a atteint tous les Suisses qui avaient fourni leur adresse e-mail au consulat général auprès duquel ils étaient inscrits. Deuxièmement, 14 800 personnes ont ainsi pu donner leur voix, soit tous les Suisses de plus de 18 ans dont le consulat connaissait l'e-mail. Et troisièmement, les élections ont été organisées par voie électronique, au moyen de la plate-forme d'e-voting du canton de Genève, alors encore disponible.

Avant les élections, plusieurs plates-formes de communication locales ont été utilisées, mais c'est le consulat général qui a permis d'atteindre le plus grand nombre de personnes. Il a envoyé deux e-mails à tous les citoyens ayant le droit de vote: d'abord un appel à candidature, puis une invitation à voter.

Le résultat a été remarquable. Pour la première fois, le nombre de candidats a dépassé le nombre de sièges vacants, et même du double. Finalement, 1100 citoyens suisses ont voté, ce qui correspond à une participation de 7,4 %. Ce chiffre peut paraître modeste, mais il représente une nette augmentation par rapport à la participation antérieure, qui atteignait entre 0,05 % et 0,3 % selon les estimations.

Lorsqu'une élection ouverte compte plus de candidats que de sièges disponibles, une concurrence émerge: si les candidats veulent engranger des voix, ils doivent démontrer qui ils sont, ce qu'ils défendent et ce qui les rend aptes à la fonction convoitée. Ce qui les soumet à une certaine pression, certes, mais donne aussi aux votants la possibilité d'effectuer un vrai choix.



En Australie, un projet pilote a révolutionné le processus électoral au Conseil des Suisses de l'étranger: 14 800 Suisses ont eu la possibilité de voter, et plus seulement quelques représentants d'associations. Photo iStock

Bilan: 14 800 personnes ayant pu voter, cette élection n'a plus été uniquement l'affaire d'un petit nombre d'associations. Globalement, le projet pilote de 2017 a fourni aux Suisses d'Australie l'excellente occasion d'élire leurs délégués de manière démocratique et, ainsi, d'améliorer nettement la légitimité de ceux-ci. Sur la base des expériences faites, l'Australie prévoit de repenser un processus de vote numérique et démocratique en 2025.

CARMEN TROCHSLER, DÉLÉGUÉE DU CSE, AUSTRALIE

Pour tout commentaire ou question à ce sujet, veuillez écrire à: workgroup.osa@outlook.com

L'«outil» est prêt

Un système de vote électronique développé par la Haute école spécialisée bernoise et ayant passé plusieurs tests avec succès pourrait être utilisé pour l'élection numérique du Conseil des Suisses de l'étranger (CSE). La nouveauté a été présentée le 14 mars 2024 par le groupe de travail mis en place par le CSE à l'occasion d'une séance d'information au Palais fédéral à Berne. Eric Dubuis, professeur à la Haute école spécialisée bernoise et spécialiste du vote électronique, y a déclaré que le système serait mis à la disposition du CSE pour son élection. En d'autres termes, celui-ci n'aurait presque rien à déboursier. Au nom du groupe de travail, Noel Frei a quant à lui formulé l'espoir qu'un aussi grand nombre de régions que possible manifesterait à présent de l'intérêt pour ce système. Vous découvrirez des photos de la réunion dans notre édition en ligne, sur www.revue.ch.

(MUL)

Créer de nouveaux timbres: une collaboration inspirante pour les jeunes Suisses de l'étranger

Au cours de l'été 2023, 124 jeunes Suisses et Suissesses venus de 33 pays différents ont eu la chance exceptionnelle de participer à la conception de nouveaux timbres-poste suisses. Une activité qui s'est déroulée durant les camps de l'OSE.

Quelle magnifique opportunité offerte aux jeunes Suisses et Suissesses âgés de 15 à 18 ans résidant à l'étranger que de contribuer à la conception d'un objet aussi symbolique et emblématique que le timbre-poste suisse ! Désormais en circulation, ces timbres symbolisent également l'année 2024, marquée par la 100e édition de notre Congrès, les 90 ans des camps de vacances et les 50 ans de la «Revue Suisse».

Les réflexions, idées et travaux élaborés en commun durant les séances de brainstorming des jeunes ont été ensuite transmis sous forme de croquis, vidéos et moodboards à trois graphistes ou illustrateurs suisses expatriés sélectionnés par La Poste pour participer au concours de conception des deux timbres de l'édition 2024. Ce processus a servi de point de départ à la création des timbres Pro Patria 2024, destinés à représenter la diaspora suisse.

La réflexion des jeunes s'est articulée en trois phases: un questionnement sur ce que représentait pour eux le timbre et le courrier écrit, une réflexion sur ce qu'ils utiliseraient comme éléments pour représenter la Suisse, et enfin, la création des premières esquisses de symboles typiques tels que les montagnes, les vaches et le chocolat.

Ensuite, ils ont exploré d'autres éléments graphiques inhérents aux timbres, tels que le ton ou le style, les couleurs, les motifs, et la typographie. Finalement, lorsque les premiers dessins ont été dévoilés de manière confidentielle, les participants au dernier camp d'été ont eu la possibilité de donner leur avis.

Nous nous réjouissons d'avoir facilité cette collaboration entre les jeunes Suisses de l'étranger, la designer suisse expatriée Sandra Liscio (Londres) – qui a rem-



Les deux nouveaux timbres-poste créés par Sandra Liscio. Elle s'est notamment inspirée d'idées fournies par des jeunes Suisses de l'étranger. Photo: La Poste

Conceptrice et Suissesse de l'étranger



Sandra Liscio a grandi à Lugano. Il y a huit ans, elle a déménagé à Londres pour faire un stage dans une agence de création, et elle y est restée. Aujourd'hui design director dans l'industrie du cinéma et du divertissement, elle retourne

en Suisse au moins deux fois par an. «Un partie de mon coeur est toujours en Suisse, et je pense que nombre de mes compatriotes expatriés peuvent ressentir ce mal du pays. C'est pourquoi j'ai voulu illustrer sur les timbres ce sentiment qui nous unit», explique la conceptrice.

EXTRAIT DE LA REVUE PHILATÉLIQUE «DIE LUPE»

porté le concours–, La Poste et Pro Patria pour la création de ce timbre.

Ce type de projet correspond pleinement à l'un des objectifs profonds de notre organisation, qui est de créer et de maintenir des liens entre nos compatriotes à l'étranger et ceux vivant en Suisse. Nous sommes heureux que la Cinquième Suisse puisse ainsi également être représentée et entrer symboliquement dans nos foyers, qu'ils soient ici ou ailleurs, par voie postale.

MAYA ROBERT-NICOUD, SWISSCOMMUNITY

Vidéo des jeunes participants:
www.revue.link/propatria

Informations complémentaires: revue.link/timbres
Site web de la graphiste: sandraliscio.ch
Pour acheter les nouveaux timbres: postshop.ch



Photo Melanie Kaye

Nat Cartier obtient une résidence d'artiste

Nathaniel «Nat» Cartier, musicien d'origine suisse vivant à Édimbourg (GB), installera cet été son atelier de travail à Brunnen, au bord du lac des Quatre-Cantons, pendant quelques semaines. Cette possibilité lui a été donnée par la fondation Place des Suisses de l'étranger, qui lui a décerné le titre d'«Artist in Residence 2024». Après 2016 et 2017, c'est la troisième fois que la fondation accorde une bourse de résidence. Le séjour de Nat Cartier

débutera le 13 juillet et coïncidera ainsi avec le 100^e Congrès des Suisses de l'étranger à Lucerne, et plus précisément avec l'excursion des participants du Congrès à la Place des Suisses de l'étranger à Brunnen. Ce séjour permettra à Nat Cartier de redécouvrir la Suisse, de collaborer avec des artistes locaux et de trouver de nouvelles sources d'inspiration.

(PD)

auslandschweizerplatz.ch

En Suisse pour faire des études universitaires ou un apprentissage

Les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger reçoivent auprès d'educationsuisse des conseils personnalisés sur la thématique de la formation en Suisse.

La Suisse dispose d'un système de formation excellent et diversifié. La formation professionnelle avec l'apprentissage est bien ancrée dans la société et l'économie. Et les universités jouissent d'une bonne réputation internationale.

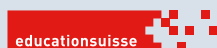
Pour les jeunes Suisses de l'étranger, une formation post-obligatoire en Suisse offre la possibilité d'acquérir une très bonne formation et, par la même occasion, de découvrir leur pays d'origine.

Néanmoins, un tel pas doit être bien préparé. En s'informant suffisamment tôt. Le service spécialisé d'educationsuisse offre des conseils et un soutien gratuit pour toutes les questions relatives à la formation en Suisse.

- Information sur les différentes formations: études universitaires ou formation professionnelle
- Information sur des questions spécifiques telles que les conditions d'admission, connaissances linguistiques requises, délais d'inscription, logement, assurances etc.
- Conseils personnalisés sur place à Berne ou online autour du thème de la formation
- Conseils pour le choix de la profession ou des études en collaboration avec un Office pour l'orientation professionnelle et universitaire (entretien payant)
- Assistance pour la demande d'une bourse d'études cantonale et suivi du dossier
- Aide financière (bourses d'études/prêts) d'educationsuisse et d'autres fondations privées

Les collaboratrices d'educationsuisse parlent français, allemand, italien, espagnol et anglais. Elles seront ravies de vous aider et de répondre à vos questions sur la formation en Suisse par e-mail, au téléphone, par Skype ou sur place à Berne.

RUTH VON GUNTEN, EDUCATIONSUISSE



Educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26
3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
educationsuisse.ch



Cours Jeunesse+Sport: un tremplin pour les futurs moniteurs



Construire une tente à l'aide de plans élémentaires: ces quatre participants au cours J+S ont relevé le défi haut la main.
Photo DR

C'est dans la belle région d'Obernau (LU) que 15 futurs moniteurs et monitrices de camps de vacances ont consolidé leurs acquis dans l'encadrement des enfants et des jeunes. Ils ont également pu rafraîchir leurs connaissances linguistiques, car le cours Jeunesse+Sport (J+S) a été donné en deux langues (allemand et français), certaines informations étant fournies en anglais. Nichée au cœur de la nature, la maison des scouts locale offrait un cadre idéal pour une formation intensive et des ateliers captivants consacrés à la culture, à l'éducation, à la sécurité et au travail en équipe. Les animations sportives organisées par les participants, une randonnée de deux jours dans la région du Rigi/Pilate et de nombreuses situations typiques des camps de vacances ont, en outre, fourni un terrain d'expérimentation pratique.

Ce cours s'adressait aux jeunes Suisses désireux de se préparer à assumer la responsabilité d'encadrer des camps de vacances. Un savoir-faire précieux leur a été transmis dans le domaine de la sécurité, de la prévention, de l'encadrement, de l'animation ainsi que dans les techniques de plein air. Le mélange de participants – Suisses vivant en Suisse ou à l'étranger et personnes en service civil, sans expérience des organisations de jeunesse – a donné lieu à des échanges riches et animés. Au terme d'une semaine

d'activités intenses, les participants sont rentrés chez eux avec une besace pleine de connaissances et de nouvelles perspectives. Le cours J+S constitue un jalon important dans le développement personnel de chacun, mais aussi une contribution à la diversité et à la vie en commun dans le travail avec les jeunes en Suisse.

Programme national d'encouragement du sport

J+S soutient les organisateurs d'offres sportives par des contributions financières et des formations subventionnées. J+S soutient aussi des cours de sport et des camps de vacances pour enfants et adolescents dans près de 85 types de sport. Chaque année, 80 000 cours ou camps de sport sont organisés, auxquels participent près de 640 000 enfants. Les camps et les cours de formation (sport de camp/trekking et ski/snowboard) de la FESE et de l'Organisation des Suisses de l'étranger sont également soutenus par J+S.

DAVID REICHMUTH, FESE

Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
The foundation for young swiss abroad
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
(FESE)
Téléphone +41 31 356 61 16,
info@sjas.ch / www.sjas.ch



La politique suisse expliquée de manière simple

Une nouvelle offre vise à familiariser en particulier les jeunes Suisses de l'étranger avec la politique suisse. Lors de webinaires, des questions politiques actuelles seront expliquées de manière compréhensible.

Grâce à cette nouvelle série de webinaires organisés avec easyvote, l'information politique, qui peut parfois sembler complexe, sera expliquée de manière simple, accessible et neutre pour chaque objet de votation, rendant ainsi la politique suisse compréhensible pour toutes et tous, indépendamment de l'âge ou du niveau d'expé-



rience politique. Easyvote s'adresse initialement aux jeunes de 18 à 25 ans. Grâce à son approche pédagogique et accessible, easyvote permet à chacun de se familiariser avec les enjeux politiques du moment, sans se perdre dans des termes compliqués ou des arguments partisans. Ces webinaires s'adressent à toutes et à tous, quel que soit votre âge.

Que vous souhaitiez vous informer ou que vous ayez des questions sur les prochaines votations, nous serons là pour vous renseigner avec notre partenaire easyvote de manière fiable et impartiale. La participation au webinaire est gratuite et se fait via un lien disponible directement sur notre site internet – [revue.link/easyvote](https://www.revue.link/easyvote). En quelques clics, vous aurez accès à notre webinaire ainsi qu'à des informations pertinentes sur les objets de votation en cours.

Ne manquez pas cette occasion et rejoignez-nous en ligne les 14 mai, 27 août et 29 octobre 2024.

MARIE BLOCH, SERVICE DES JEUNES



Swiss Challenge II, Palais fédéral, Berne.
Photo Service des jeunes

[revue.link/easyf](https://www.revue.link/easyf)



Permis de conduire: comment éviter les surprises lors d'un retour en Suisse

Question: J'ai 75 ans et je vis en Australie depuis de nombreuses années, mais je possède toujours un permis de conduire suisse. La dernière fois que je me suis rendue en Suisse, j'ai été rappelée à l'ordre pour ne pas avoir répondu à la convocation à l'«examen relevant de la médecine du trafic» envoyée par le Service des automobiles. De quoi s'agit-il?

Réponse: Les titulaires d'un permis de conduire suisse qui s'établissent à l'étranger doivent annoncer leur départ auprès du Service des automobiles cantonal compétent. De plus, à 75 ans, ils doivent se soumettre à un «examen relevant de la médecine du trafic». Lors de cet examen, qui a lieu tous les deux ans, un médecin examine s'ils sont encore aptes à conduire.

Les personnes qui n'annoncent pas leur départ risquent d'avoir des surprises: si le Service des automobiles n'a pas été informé du changement de domicile, l'adresse de domicile en Suisse est réputée indéterminée. La convocation à l'examen est alors publiée dans la feuille officielle cantonale. Si cette



En Suisse, les conductrices et conducteurs de plus de 75 ans doivent se soumettre régulièrement à un «examen relevant de la médecine du trafic», effectué par un médecin. Photo iStock

convocation reste sans réponse et que le certificat médical n'est pas présenté dans les délais, le Service des automobiles compétent procède à un retrait du permis de conduire. Cela s'effectue également au moyen d'une publication dans la feuille officielle et d'une inscription dans le système de recherches informatisées de police de la Confédération (RIPOL). Cela est dû au fait que la personne concernée n'est plus ins-

crité en Suisse, mais reste en possession d'un permis de conduire suisse. Ainsi, il peut arriver que lors de son entrée en Suisse, le conducteur ou la conductrice soit pris(e) à part par les autorités locales, ce qui peut être une surprise plutôt désagréable.

Les Suisses qui s'établissent définitivement à l'étranger et possèdent encore un permis de conduire suisse peuvent prendre contact avec le Service des automobiles dont ils relèvent et demander la suspension de leur permis. En général, cette procédure est gratuite. Vous trouverez les adresses des Services des automobiles cantonaux et des informations détaillées sur [revue.link/asa](https://www.revue.link/asa) (en allemand, français et italien).

En règle générale, la législation du nouveau pays de résidence exige d'ailleurs que le permis de conduire suisse soit échangé contre son équivalent local dans un certain délai. Même un permis de conduire international perd sa validité après un certain temps et doit être échangé. Selon les pays, cet échange doit avoir lieu dans un certain délai à compter de l'entrée dans le pays (p. ex. un an). Si cela n'est pas fait, le conducteur ou la conductrice peut avoir à repasser entièrement son examen de conduite, avec toutes les heures de théorie et de pratique requises. Pour obtenir des informations précises concernant les délais et la procédure d'échange, il convient dans tous les cas de prendre contact avec les autorités compétentes de votre pays de résidence.

STEPHANIE LEBER, SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

[revue.link/asa](https://www.revue.link/asa)



Les statistiques reflètent aussi la peur de la pauvreté à la retraite

La communauté des Suisses de l'étranger continue de s'étoffer. L'an dernier, la plus forte croissance a été enregistrée pour le groupe des plus de 65 ans. Une part de cette hausse est due au risque croissant de pauvreté à la retraite.

À la fin de l'année 2023, près de 813 400 citoyens suisses vivaient à l'étranger. Cela correspond à une augmentation de 1,7 % par rapport à 2022. Ces nouveaux chiffres ont été publiés fin mars par l'Office fédéral de la statistique. La plus grande proportion de Suisses de l'étranger (environ 64 %) réside toujours en Europe. C'est toujours en France et en Allemagne que vivaient, en 2023, les communautés de Suisses de l'étranger les plus importantes. La majorité d'entre eux (56 %) a entre 18 et 65 ans et est donc en âge de travailler.

Comme ces dernières années, le groupe des Suisses de l'étranger de plus de 65 ans a augmenté, en 2023, plus rapidement (de près de 4 %) que les autres tranches d'âge. Tandis qu'une part de cette évolution est due au vieillissement, l'émigration joue également un rôle majeur: certains indicateurs laissent à penser que la hausse du nombre d'émigrés est aussi due au risque de pauvreté à la retraite. Dans un sondage du projet de recherche «nccr – on the move», le motif le plus fréquent d'expatriation invoqué par les personnes interrogées est la cherté de la vie en Suisse ainsi que le désir de conserver ou d'améliorer leur qualité de vie. Les statistiques de l'AVS le suggèrent également. En 2022, les Suisses vivant en Suisse ont touché une rente AVS mensuelle de 1919 francs suisses en moyenne. Au sein de la Cinquième Suisse, la rente moyenne a été nettement inférieure, atteignant 1209 francs.

Les retraités suisses vivant à l'étranger font actuellement face à de forts vents contraires soufflés par les médias et la poli-

tique. Une motion récente proposait ainsi de supprimer les rentes pour enfants des retraités et de les remplacer, si nécessaire, par des prestations complémentaires plus importantes. Étant donné que les personnes vivant à l'étranger n'ont pas droit de telles prestations, les Suisses de l'étranger à faible revenu verraient ainsi leurs rentes pour enfants biffées sans compensation.

L'image de retraités menant une vie luxueuse surgit souvent dans le débat sur la prévoyance vieillesse des Suisses de l'étranger: pour une majorité d'entre eux, elle ne correspond toutefois pas à la réalité. Il s'agit souvent de personnes qui, si elles étaient restées en Suisse, auraient dû demander des prestations complémentaires. Le président de l'Organisation des Suisses de l'étranger, Filippo Lombardi, souligne ainsi: «En général, les Suisses qui s'installent à l'étranger à la retraite déchargent le système social suisse. Les attaques croissantes contre leur prévoyance vieillesse sont donc mal ciblées et injustifiées.»

SMILLA SCHÄR, RESPONSABLE DES MÉDIAS, SWISSCOMMUNITY

La «Revue Suisse» présentera la statistique des Suisses de l'étranger 2023 en détail dans son prochain numéro.

La rubrique «Débat», avec les courriers de nos lectrices et lecteurs, est absente de ce numéro. Mais elle reparaitra sous sa forme usuelle dès la prochaine édition.

Assurer l'avenir de la «Revue Suisse»

La «Revue Suisse», avec son équipe rédactionnelle expérimentée, offre une couverture journalistique compétente et indépendante sur l'actualité suisse, adaptée aux besoins du lectorat de la Cinquième Suisse. Par votre don ciblé, vous soutenez un journalisme indépendant de qualité garanti par l'équipe de la «Revue Suisse». Les frais d'impression et d'envoi étant très élevés, nous nous réjouissons particulièrement des dons des lecteurs de notre édition imprimée.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

Les coordonnées bancaires pour le virement des cotisations d'abonnement à titre volontaire sont les suivantes:

Faire un don par carte de crédit:
[revue.link/creditrevue](https://www.revue.link/creditrevue)

Faire un don avec PayPal:
www.revue.link/revue

Coordonnées pour virement bancaire:
IBAN: CH97 0079 0016 1294 4609 8
Banque : Banque cantonale bernoise
Bundesplatz 8, CH-3011 Berne
BIC/SWIFT: KBBECH22

Bénéficiaire : BCBE Berne, compte n°
16.129.446.0.98, Organisation des Suisses
de l'étranger, À l'attention de Monsieur A.
Kiskery, Alpenstrasse 26, CH-3006 Berne
Référence: Support Swiss Review

Contact:
revue@swisscommunity.org

N'attendez plus, lisez!

Vous n'en pouvez plus d'attendre la version papier de la «Revue Suisse»? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.





En savoir plus:
switzerland.com/swisstainable

swi+zerland

J'ai besoin
de nature pure.
J'ai besoin de Suisse.